

**DECRET N°2009 – 780/PRES/PM/MEF** portant adoption des statuts particuliers du Fonds d'appui aux activités rémunératrices des femmes.

**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRET N°2009 – 780/PRES/PM/MEF** portant adoption des statuts particuliers du Fonds d'appui aux activités rémunératrices des femmes. JO N°49 DU 03 DECEMBRE 2009

**VU** la Constitution ;

**VU** le décret n°2007-349 /PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

**VU** le décret n°2008-517/PRES/PM du 03 septembre 2008 portant remaniement du Gouvernement ;

**VU** la loi n°59/94/ADP du 15 décembre 1994 portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit, ensemble ses modificatifs ;

**VU** la loi n°004-2005/AN du 24 mars 2005 portant définition et réglementation des fonds nationaux de financement ;

**VU** le décret n°95-308/PRES/PM/MEFB du 01 août 1995 portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit ;

**VU** le décret n°2005-557/PRES/PM/MFB du 27 octobre 2005 portant statut général des fonds nationaux de financement ;

**VU** le décret n°2007-424/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

**Sur** rapport du Ministre de l'économie et des finances ;

**Le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 17 septembre 2008 ;

**DECRETE**

-

**ARTICLE 1:** Sont approuvés les statuts particuliers du Fonds d'appui aux activités rémunératrices des femmes (FAARF) dont le texte est joint en annexe au présent décret.

**ARTICLE 2:** Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles du Kiti N°AN VIII-34/FP/MF du 13 septembre 1990 portant création, d'un Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des

**ARTICLE 3 :** Le Ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 10 novembre 2009

**Blaise COMPAORE**

-

-

Le Premier Ministre

**Tertius ZONGO**

Le Ministre de l'économie et des finances

**Lucien Marie Noël BEMBAMBA**

## STATUTS PARTICULIERS DU FONDS D'APPUI AUX ACTIVITES REMUNERATRICES DES FEMMES (FAARF)

### **CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1** : Les missions, l'organisation et le fonctionnement du Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes (FAARF) sont régis par les présents statuts et les dispositions légales et réglementaires en vigueur au Burkina Faso, notamment celles applicables aux fonds nationaux de financement et aux institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit.

**Article 2** : Le FAARF est un fonds national de financement doté de la personnalité morale et jouissant des prérogatives de droit public. Il concourt à la promotion de l'accès des femmes au crédit.

**Article 3** : Le FAARF est placé sous la tutelle technique et financière du Ministre chargé des finances.

### **CHAPITRE II - ATTRIBUTIONS**

**Article 4** : Le Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes

(FAARF) est chargé :

- d'identifier et d'analyser avec le concours des femmes, les activités rémunératrices susceptibles d'être présentées au financement bancaire ;
- d'apporter son appui à la recherche des financements appropriés ;
- d'accorder le cas échéant, sur ses fonds propres, les concours nécessaires à la réalisation des projets et d'en assurer la mise en œuvre sur le terrain ;
- de rechercher auprès des bailleurs de fonds les ressources nécessaires au développement de ses activités.

### **CHAPITRE III - LES RESSOURCES**

**Article 5 :** Les ressources du Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes (FAARF) sont constituées par :

- la dotation initiale de l'Etat ;
- les subventions budgétaires ;
- les produits générés par son activité ;
- les dons et legs
- toutes contributions financières nationales ou extérieures mobilisées à cet effet.

**Article 6 :** Les disponibilités du Fonds peuvent être déposées auprès des banques de la place. Lesdites disponibilités ne peuvent être déposées auprès des banques de la place que sur autorisation expresse du Ministre de l'économie et des finances.

**Article 7 :** La comptabilité du fonds est tenue suivant les règles comptables applicables aux institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit.

**Article 8 :** Les conditions et les modalités d'intervention des institutions partenaires du Fonds seront précisées par un protocole d'accord à signer entre le Fonds et ces institutions après accord du Conseil de gestion et avis du Commissaire aux comptes.

#### **CHAPITRE IV - ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT**

**Article 9 :** Le Fonds est administré et géré par les organes suivants :

- le Conseil de gestion ;
- la Direction.

##### Section 1 : Du Conseil de gestion

**Article 10 :** L'administration du Fonds est assurée par un Conseil de gestion composé ainsi qu'il suit :

- deux (02) représentants du Ministère chargé des Finances.
- un (01) représentant du Ministère chargé de l'Action Sociale ;
- un (01) représentant du Ministère chargé de la promotion de la Femme ;
- un (01) représentant du Ministère chargé du Commerce ;
- un (01) représentant du Ministère chargé de l'Agriculture ;
- un (01) représentant du Ministère chargé des Ressources Animales ;
- un (01) représentant de la BCEAO ;
- un (01) représentant du personnel du FAARF.

**Article 11 :** Les membres du Conseil de gestion sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre en charge des Finances pour un mandat de trois (03) ans renouvelable une fois.

En cas de cessation de fonction d'un membre pour quelque motif que ce soit, il est pourvu à son remplacement dans les mêmes conditions et pour la durée du mandat restant à courir.

**Article 12** : Le Président du Conseil de gestion est nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé des Finances. La présidence du Conseil est assurée par l'un des représentants du Ministère chargé des finances.

**Article 13** : Les membres du Conseil de gestion ne peuvent déléguer leur mandat. Cependant, ils peuvent au moyen d'une délégation de pouvoir se faire représenter à une session du Conseil par un autre membre régulièrement nommé.

La délégation de pouvoir n'est valable que pour la session pour laquelle elle a été donnée. Aucun membre ne peut détenir plus d'une délégation à la fois.

**Article 14** : Le Conseil de gestion veille au fonctionnement et à la bonne gestion du

Fonds. A cet effet, il examine et adopte :

- les programmes et rapports d'activités ;
- les états prévisionnels de recettes et de dépenses ;
- les états financiers annuels ;
- les conditions d'emploi du personnel ;
- les conditions d'éligibilité au financement du fonds ;
- les demandes de financement dépassant le seuil délégué au Directeur.

**Article 15** : Le Conseil de gestion se réunit deux (02) fois par an en session ordinaire pour approuver les états financiers annuels de l'exercice écoulé et pour adopter le budget et le programme d'activités de l'exercice à venir.

Dans le cadre de l'examen des demandes de financement, le Conseil de gestion se réunit une (1) fois par trimestre.

Il se réunit en session extraordinaire, soit sur convocation de son président, soit à la demande du tiers de ses membres chaque fois que l'intérêt du Fonds l'exige.

Dans toutes ses réunions, le Conseil de gestion ne peut valablement délibérer que si les deux tiers (2/3) de ses membres sont présents ou dûment représentés.

Les décisions du Conseil de gestion sont prises à la majorité des voix, celle du président étant prépondérante en cas de partage égal des voix.

**Article 16** : Le Conseil de gestion peut proposer au Conseil des Ministres, par le biais du Ministre chargé des Finances, le remplacement du Directeur Général si celui-ci est défaillant ou s'il a commis une faute grave de gestion.

**Article 17** : Les délibérations du Conseil de gestion sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par le président de séance et le Directeur qui assure le secrétariat.

**Article 18** : Le Conseil de gestion est responsable devant le Conseil des Ministres. Ses membres peuvent être remplacés pour juste motif, notamment pour :

- non tenue des sessions annuelles obligatoires ;
- adoption de décisions dont les conséquences sont désastreuses pour les finances du Fonds ou contraires aux intérêts de celui-ci.

**Article 19** : Le président du Conseil de gestion peut être démis de ses fonctions et dessaisi de son mandat de membre en cas de non tenue des sessions ordinaires de l'année à moins qu'il n'établisse la preuve de sa diligence.

-

**Article 20** : Assiste aux réunions du Conseil de gestion en qualité d'observateur, un représentant du service de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique chargé du suivi des fonds nationaux de financement.

**Article 21** : Les membres du Conseil de gestion sont rémunérés par des indemnités de fonction dont le montant est fixé par arrêté du ministre chargé des finances.

**Article 22** : Il est formellement interdit aux membres du Conseil de gestion de se recommander ou de recommander des tiers sous quelque forme que ce soit auprès du Fonds.

**Article 23** : Le Conseil de gestion peut déléguer une partie de ses pouvoirs en matière d'octroi de crédit au directeur du FAARF.

Au delà du seuil délégué au directeur, le Conseil de gestion agit par l'intermédiaire d'un comité de prêt comprenant :

- le président du Conseil de gestion
- deux(2) autres membres du Conseil de gestion
- et le directeur du FAARF.

Le comité de prêt rend compte de ses travaux au Conseil de gestion lors de sa plus proche session trimestrielle d'examen des demandes de financement.

**Article 24** : Les décisions du comité de prêt sont prises à la majorité des voix, celle du Président étant prépondérante en cas de partage égal des voix.

**Article 25** : Dans toutes ses réunions, le Comité de prêt ne peut valablement délibérer que si les trois quarts (3/4) de ses membres sont présents.

**Article 26** : Le chargé d'étude des dossiers de crédit assiste aux réunions du Comité de prêt avec voix consultative.

**Article 27** : Les membres du Comité de prêt sont rémunérés par des jetons de présence dont le montant est fixé par le Conseil de gestion

-

**Article 28** : Les conditions et limites des concours du FAARF sont fixés par arrêté du Ministre chargé des Finances.

## Section 2 : De la Direction

-

**Article 29** : Le FAARF est dirigé par une personne physique dénommée « Directeur ». Il est nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé des Finances.

**Article 30 :** Le Directeur détient les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom du Conseil de gestion. A ce titre :

- il est ordonnateur principal du budget du Fonds ;
- il assume en dernier ressort, la responsabilité de la direction technique, administrative et financière du Fonds qu'il représente dans les actes de la vie civile, notamment à l'égard des tiers et de la clientèle ;
- il prépare les délibérations du Conseil et en exécute les décisions. Il prend à cet effet toutes initiatives et, dans la limite de ses attributions, toutes décisions.

Toutefois, le Conseil de gestion ne peut lui déléguer ses compétences dans les matières suivantes :

- examen et approbation du projet de budget et des états financiers ;
- conditions d'émission des emprunts ;
- acquisitions, transferts et aliénations du patrimoine immobilier du Fonds.

**Article 31 :** En tant qu'ordonnateur principal, le Directeur peut déléguer sous sa responsabilité tout ou partie de ses pouvoirs. Toutefois, la délégation ne peut en aucun cas être confiée au Responsable Financier et Comptable.

**Article 32 :** Le Directeur nomme aux emplois, les agents du Fonds, gère le personnel et assure la discipline dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 33 :** Le Directeur assiste à toutes les séances de travail du Conseil de gestion avec voix consultative et en assure le secrétariat.

## **CHAPITRE V - DISPOSITIONS FINANCIERES**

**Article 34 :** Le FAARF ne peut se livrer, pour son propre compte ou pour le compte d'autrui, à des activités commerciales, industrielles, agricoles ou de services, sauf dans la mesure où ces opérations sont nécessaires ou accessoires à l'exercice des activités entrant dans ses domaines d'intervention ou nécessaires au recouvrement de ses créances.

**Article 35 :** Nul ne peut bénéficier des financements du FAARF s'il n'entre dans le groupe cible et s'il ne répond aux critères d'éligibilité définis par le Conseil de gestion.

**Article 36 :** A la fin de chaque période d'exécution du budget, il est établi des états financiers annuels en cinq (05) exemplaires destinés au ministre de tutelle financière.

**Article 37 :** Les états financiers annuels accompagnés du rapport d'activités, sont soumis par le directeur du Fonds au Conseil de gestion dans les six (06) mois qui suivent la clôture de l'exercice.

## **CHAPITRE VI- CONTROLES ET SANCTIONS**

**Article 38 :** Le FAARF est soumis au contrôle et à l'inspection des différents corps de

l'Etat habilités à cet effet, notamment :

- l'Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat ;
- l'Inspection Générale des Finances ;
- l'Inspection Générale du Trésor ;
- les structures de suivi et de contrôle des institutions de microfinance de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique ;
- 

**Article 39** : Le FAARF pourra au besoin se doter d'un service de contrôle interne chargé notamment :

- de comparer périodiquement les résultats avec les prévisions ;
- d'interpréter les écarts et de prendre les mesures correctives nécessaires ;
- de contrôler le respect des procédures comptables et administratives.

**Article 40** : Les Etats financiers annuels du FAARF sont soumis à la certification d'un commissaire aux comptes nommé conformément aux dispositions législatives et réglementaires.

-

**Article 41** : Le commissaire aux comptes est nommé par le Conseil de Gestion pour un mandat de trois (03) exercices sociaux renouvelable. Il perçoit des honoraires dont le montant est fixé par le Conseil de gestion.

## CHAPITRE VII - PERSONNEL

**Article 42** : Le personnel du Fonds comprend :

- les agents contractuels recrutés par le Fonds et gérés selon les dispositions du code du travail ;
- les agents de l'Etat mis en position de détachement auprès du FAARF.

**Article 43** : Les recrutements du personnel contractuel sont autorisés par le Conseil de gestion.

## CHAPITRE VIII - DISPOSITIONS FINALES

**Article 44** : Pour les cas non prévus par les présents statuts particuliers, il sera fait recours aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur au Burkina Faso.

-----

**DECRET N°2009-781/PRES/PM/MEF/MATD** portant adoption de la 2<sup>ème</sup> édition de la Lettre de politique de développement rural décentralisé (LPDRD).



**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

**VU** la Constitution ;

**VU** le décret n°2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

**VU** le décret n°2008-517/PRES/PM du 03 septembre 2008 portant remaniement du Gouvernement ;

**VU** la loi n°014/96/ADP du 23 mai 1996 portant réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso ;

**VU** la loi n°010/96/AN du 21 avril 1998 portant modalités d'intervention de l'Etat et répartition de compétence entre l'Etat et les autres acteurs de développement ;

**VU** la loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant Code général des collectivités territoriales au Burkina Faso et ensemble ses modificatifs ;

**VU** la loi n°020/98/AN du 5 mai 1998, portant normes de création, d'organisation et de gestion des structures de l'administration de l'Etat ;

**VU** le décret n°2008-154/PRES/PM/MEF du 02 avril 2008 portant organisation du ministère de l'économie et des finances ;

**VU** le décret n°2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

**Sur** rapport du Ministre de l'économie et des finances ;

**Le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 03 septembre 2009 ;

**DECRETE**

**Article 1 :** Est adoptée la 2<sup>ème</sup> édition de la Lettre de politique de développement rural décentralisé dont le texte est joint au présent décret.

**Article 2 :** Le Ministre de l'économie et des finances et le Ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Le Premier Ministre

### Tertius ZONGO

Le Ministre de l'administration  
territoriale et de la décentralisation

**Clément Pengdwendé SAWADO**

Le Ministre de l'économie  
et des finances

**Lucien Marie Noël BEMBAMBA**

[illegible]

- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 
-

2<sup>ème</sup> ÉDITION

*Sommaire*

---

Sigles et abréviations

INTRODUCTION

I..... L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT

I.1..... Les Objectifs du Millénaire pour le développement

I.2..... La déclaration de Paris

I.3..... Le Nouveau Partenariat pour le Développement

II..... LE CONTEXTE NATIONAL

2.1.....	La situation socio-économique
2.2.....	Les caractéristiques de la pauvreté
2.3.....	Les politiques et stratégies de développement
III.....	LE DEVELOPPEMENT RURAL DECENTRALISE
3.1.....	Evolution des approches des projets et programmes de développement rural
3.2.....	Justification de la LPDRD
3.3.....	Justification de la relecture
3.4.....	Fondements de la lettre de développement rural décentralisé relue
3.5.....	Principes du développement rural décentralisé
IV.....	LES MÉCANISMES DE MISE EN OEUVRE DU DEVELOPPEMENT RURAL DECENTRALISE)
4.1.....	Le dispositif de mise en œuvre
4.2.....	Le financement
4.3.....	Suivi-évaluation
V.....	LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT
5.1.....	La conception et la mise en œuvre de la politique de sécurisation foncière
5.2.....	Le transfert effectif des compétences et des moyens
5.3.....	La déconcentration
5.4.....	L'élaboration des schémas d'aménagement
5.5.....	La mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités
5.6.....	La mise en place de mécanismes de suivi de la mise en œuvre des engagements sur le plan international

#### [Sigles et abréviations](#)

#### [Avant-propos](#)

### [INTRODUCTION](#)

#### [I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT](#)

- [1.1 Les Objectifs du Millénaire pour le Développement](#)
- [1.2 La Déclaration de Paris](#)
- [1.3 Le Nouveau Partenariat pour le Développement](#)
- [1.4 Le Mécanisme Africain d'Evaluation des Pairs](#)

#### [II. LE CONTEXTE NATIONAL](#)

- [2.1 La situation socio-économique](#)
- [2.2 Les caractéristiques de la pauvreté](#)
- [2.3 Les politiques et stratégies de développement](#)
  - [2.3.1 Les politiques nationales](#)

[2.3.2 Les politiques sectorielles](#)

[III. LE DEVELOPPEMENT RURAL DECENTRALISE](#)

[3.1 Evolution des approches des projets et programmes de développement rural](#)

[3.2 Fondements de la Lettre de politique de développement rural décentralisé](#)

[3.3 Principes du développement rural décentralisé](#)

[IV. LES MECANISMES DE MISE EN ŒUVRE DU DEVELOPPEMENT RURAL DECENTRALISE](#)

[4.1 Le dispositif de mise en œuvre de la Lettre](#)

[Au niveau communal](#)

[Au niveau provincial](#)

[Au niveau régional](#)

[Au niveau national](#)

[4.2 Le financement](#)

[4.3 Le suivi-évaluation](#)

[V. LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT](#)

[5.1 La mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités](#)

[5.2 La déconcentration](#)

[5.3 Le transfert effectif des compétences et des ressources](#)

[5.4 Les schémas d'aménagement du territoire](#)

[5.5 La protection juridique et socio-économique de la femme](#)

[5.6 Mécanismes de suivi de la mise en œuvre des engagements sur le plan international](#)

***Sigles et abréviations***

---

AFD	:	<u>Agence Française de Développement</u>
AMBF	:	Association des Municipalités du Burkina Faso
BAD	:	Banque Africaine de Développement
BDPA	:	<u>Bureau pour le Développement des Productions Agricoles</u>
BID	:	Banque Islamique de Développement
BM	:	Banque Mondiale
BOAD	:	Banque Ouest Africaine de Développement
CASEM	:	Conseil d'Administration <del>des</del> Secteurs Ministériels
CCCo	:	Cadre de Concertation Communal
CCP	:	Cadre de Concertation Provincial

CCTP	:	Cadre de Concertation Technique Provincial
CCR	:	Conseil Consultatif Régional
<del>CEB</del>	:	<del>Banque de Développement du conseil de l'Europe</del>
CGCT	:	Code Général des Collectivités Territoriales
CFDT	:	Compagnie Française pour le Développement des Fibres Textiles
CIVGT	:	Commission Inter-villageoise de Gestion des Terroirs
CND	:	Commission Nationale de la Décentralisation
CNAT	:	Commission Nationale d'Aménagement du Territoire
CNCPDR	:	Cadre National de Concertation des Partenaires du Développement Rural <u>Décentralisé</u>
CNSFMR	:	Comité- National de Sécurisation Foncière- <del>e</del> <u>en</u> Milieu Rural
CVD	:	Conseil Villageois de Développement
CVGT	:	Commission Villageoise de Gestion des Terroirs
CONAPO	:	Conseil National de la Population
DL	:	Développement Local
DOS	:	Document d'OrientatIon Stratégique
FPDCT	:	Fonds <u>Permanent</u> pour le Développement des Collectivités Territoriales
FMI	:	Fonds Monétaire International
GERES	:	GroupeMent Européen de Restauration des Sols
GRN	:	Gestion des Ressources Naturelles
GT	:	Gestion des Terroirs
<u>GTZ</u>	:	<u>Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbelt</u>
LIPDHD	:	Lettre d'Intention de Politique de Développement Humain Durable
LPDRD	:	Lettre de Politique de Développement Rural Décentralisé
MAEP	:	Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs
NEPAD	:	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OCDE	:	Organisation de Coopération et de Développement Economique
<u>OMD</u>	:	<u>Objectifs du Millénaire pour le Développement</u> <del>s</del>
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
ONU	:	Organisation des Nations Unies
OPA	:	Organisation Professionnelle Agricole
ORD	:	Organisme Régional de Développement
PAPISE	:	Plan d'Actions et Programme d'Investissement du Secteur de l'Elevage
PAS	:	Programme d'Ajustement Structurel
PASA	:	Programme d'Ajustement Structurel du Secteur Agricole
PASECT	:	Programme d'Ajustement Structurel du Secteur Transport

PCD : Plan Communal de Développement

PNCD : Politique Nationale de Communication pour le Développement

PNGT2 Deuxième Programme National de Gestion des Terroirs

PNK : Programme National Karité

PPTE : Pays Pauvres Très Endettés

PSO : Programme Stratégique Opérationnel

SATEC : Société d'Assistance Technique

SDR : Stratégie de Développement Rural

SNAT : Schéma National d'Aménagement du Territoire

SRAT : Schéma Régional d'Aménagement du Territoire

SPAT : Schéma Provincial d'Aménagement du Territoire

SDAT : Schéma Directeur d'Aménagement du Territoire

-

UA : Union Africaine

-

UE : Union Européenne



### ***Avant-propos***

---

L'adoption de la Lettre de politique de développement rural décentralisé (LPDRD) en 2002 par le Gouvernement du Burkina Faso et sa mise en œuvre s'inscrivent dans le cadre de la recherche des voies et moyens pour atteindre les objectifs contenus dans la vision à long terme du Burkina Faso qui doit être « une nation solidaire, de progrès et de justice, qui consolide son respect sur la scène internationale ».

Faut-il encore le rappeler, la Lettre ambitionne de favoriser l'harmonisation des approches d'interventions en milieu rural entre toutes les institutions et les acteurs organisés et de mobiliser tous les énergies et moyens afin de créer les synergies nécessaires dans le but d'influer positivement sur les indicateurs de la pauvreté.

La LPDRD a défini les rôles des différents acteurs du développement rural décentralisé à savoir, les populations, les services techniques de l'Etat, le secteur privé et la société civile dans le but d'un meilleur accompagnement du processus de décentralisation.

Elle a décliné sept principes d'intervention qui, depuis lors ont progressivement été mis en œuvre sur le terrain par les différents intervenants du développement rural et particulièrement par les projets et programmes de développement.

Sa mise en œuvre a permis d'enregistrer des acquis mais aussi des insuffisances.

Au nombre des acquis, on peut noter que des sept (7) principes de départ de la LPDRD, seul celui de la flexibilité n'est pas suffisamment pris en compte par bon nombre de projets et programmes. Les six (6) autres principes connaissent une bonne application à des degrés divers. Ceci constitue un progrès notable, qu'il conviendrait de renforcer.

Quant aux insuffisances, les plus saillantes sont en rapport avec:

- la faible maîtrise par les acteurs du contenu de la LPDRD ;
- la pauvreté et la qualité aléatoire des productions agricoles dont dépendent les capacités contributives des promoteurs de projets;
- l'absence de code de financement consensuel du fait de la complexité des situations entre provinces, départements et villages ;
- les niveaux de formation et d'alphabétisation insuffisants des populations.

C'est au regard de ces constats pertinents et des changements institutionnels et organisationnels induits par la communalisation intégrale de notre pays, que la 1<sup>ère</sup> Assemblée générale du Cadre national de concertation des partenaires du développement rural décentralisé (CNC-PDR) tenue les 8 et 9 juin 2006, a recommandé la relecture de la LPDRD.

La relecture de la Lettre s'est imposée par la nécessité:

- d'intégrer les éléments de l'évolution du contexte institutionnel et organisationnel ;
- d'assurer une plus grande représentativité des différents acteurs notamment ceux des collectivités territoriales ;
- d'adapter la LPDRD au nouveau contexte en vue d'améliorer l'exécution des projets et programmes ;
- de contribuer à la mise en œuvre plus pertinente de la décentralisation dont les organes sont en cours d'installation au niveau des communes et des régions ;
- d'identifier un mécanisme de financement des collectivités territoriales ;
- de définir les niveaux et les instances pertinents de concertation qui facilitent l'harmonisation des approches et la création de synergies dans la mise en œuvre des activités du développement rural décentralisé.

La relecture, a aussi permis d'intégrer un 8<sup>ème</sup> principe portant sur l'inclusion sociale pour prendre en compte la politique nationale genre adoptée en 2009 par le Gouvernement.

Cette nouvelle édition de la Lettre se veut un cadre de référence pour la conception, la mise en œuvre, la coordination, le suivi et l'évaluation des interventions en milieu rural à l'horizon 2015.

Elle est en cohérence avec le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, les Objectifs du Millénaire pour le Développement et s'articule avec les dispositions du Code général des collectivités territoriales, particulièrement celles en rapport avec le Fonds permanent pour le développement des collectivités territoriales.

Elle vise à promouvoir l'harmonisation des démarches des différentes interventions dans le contexte de la communalisation intégrale en vue de la création de meilleures synergies d'actions pour des appuis plus pertinents au processus de développement durable.

Au regard de tout ce qui précède, j'invite tous les acteurs du développement rural décentralisé à s'approprier la présente édition de la LPDRD et à appliquer effectivement les 8 principes d'intervention qu'elle nous assigne pour des résultats plus probants.

Je saisis cette occasion pour remercier tous les acteurs de l'administration centrale et déconcentrée, de l'administration décentralisée, de la société civile, les élus, les partenaires techniques et financiers, qui nous ont accompagné dans le processus de relecture de la Lettre.

Cela traduit assurément leur engagement indéfectible à œuvrer avec nous pour le mieux être de la grande partie de la population de notre pays, c'est-à-dire celle rurale.

Le Ministre de l'Economie et des Finances

**Lucien Marie Noël BEMBAMBA**

Officier de l'Ordre National

**Faire cette partie comme avant-propos après avoir synth**

:

**La nécessité, non seulement de disposer d'une base harmonisée pour l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des projets et programmes de développement, mais également de rendre plus rationnelle l'utilisation des ressources (matérielles, humaines et financières), a été à la base du processus ayant abouti à l'élaboration de la Lettre de Politique de Développement Rural Décentralisé (LPDRD) adoptée en 2002 comme cadre fédérateur des approches de tous les intervenants.**

:

### **3.2 – Justification de la LPDRD**

:

Dans le cadre des réformes entreprises et des stratégies sectorielles ci-dessus décrites, une vision du monde rural au Burkina Faso à l'horizon 2010 s'articule autour des points essentiels suivants : (i) les populations rurales ont la pleine responsabilité du développement au niveau local, par le biais des collectivités territoriales, dans le cadre d'un partenariat effectif avec l'administration et les services de l'Etat. Elles ont la compétence du choix des priorités de développement, de la maîtrise d'ouvrage des infrastructures sociales et socio-économiques et de la gestion rationnelle des ressources naturelles de leurs terroirs y compris celles des aires classées (forêts et réserves de faune, ranchs de gibier, sanctuaires) à elles concédées par l'Etat, (ii) les populations rurales accèdent efficacement aux services sociaux essentiels (santé, éducation, eau potable, etc.) et aux infrastructures de base, (iii) Les missions des services techniques de l'Etat sont recentrées sur les fonctions régaliennes de formulation et de suivi des politiques sectorielles, de respect de la réglementation et de mise en place des investissements publics structurants, (iv) Les opérateurs privés, les ONG et les structures associatives contribuent à la mise en œuvre des plans locaux de développement par des prestations de services variées, sur des bases contractuelles, (v) Les revenus des populations rurales se sont accrus, améliorant ainsi la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

La réalisation des objectifs contenus dans la vision à long terme ci-dessus décrite nécessite une synergie des interventions pour une plus grande efficacité des actions menées en faveur du monde rural. Une telle synergie ne peut s'obtenir que par le biais de l'harmonisation des approches, un suivi et une évaluation d'ensemble dans un cadre de référence, pour apporter au fur et à mesure les correctifs nécessaires.

Pour atteindre les objectifs contenus dans la vision à long terme ci-dessus décrite, le Gouvernement entend rechercher une plus grande efficacité à travers une politique nationale de "Développement Rural Décentralisé" impliquant une harmonisation des approches et méthodes et la mise en place d'un mécanisme de coordination, de suivi et d'évaluation au niveau national.

La Lettre de Politique de Développement Rural Décentralisé (LPDRD) a pour objets : (i) de présenter les orientations nationales en matière de développement rural décentralisé et les stratégies qui en découlent, (ii) de servir de cadre de référence pour la conception, la mise en œuvre, la coordination et le suivi et l'évaluation des projets et programmes de développement rural que le Gouvernement et ses partenaires envisagent d'entreprendre, (iii) de promouvoir l'harmonisation des démarches de ces différents programmes et projets, (iv) de décrire les mécanismes que le Gouvernement entend mettre en place avec ses partenaires pour assurer la coordination et le suivi et l'évaluation des actions en matière de développement rural décentralisé.

Sont décrits ci-après, les principes de base de l'approche développement rural décentralisé, ainsi que ses mécanismes opérationnels de mise en œuvre et le dispositif de coordination et de suivi – évaluation au niveau national.

### 3.3 Justification de la relecture

La mise en œuvre de la LPDRD par les acteurs de terrain et particulièrement les projets et programmes, a permis d'enregistrer des acquis aux niveaux de la méthodologie, du renforcement des capacités et de l'amélioration des conditions de vie des populations. Ainsi, sont répertoriés comme acquis :

la responsabilisation des communautés à la base qui leur a permis de s'engager dans un processus d'apprentissage de l'exercice de la maîtrise d'ouvrage de leur propre développement. En effet, leur implication et responsabilisation dans le processus (identification des contraintes, procédures de choix, de financement, de contractualisation de la réalisation, de suivi de l'exécution et de gestion post réalisation des investissements), leur ont permis d'acquérir des savoirs être et des savoirs faire utiles en matière d'organisation et de gestion du processus de développement local et des opérations ;

la possibilité offerte aux acteurs du secteur privé et de la société civile d'accompagner le désengagement de l'Etat dans des secteurs de la vie économique. Ce désengagement leur a permis d'occuper de nouvelles espaces pour évaluer leurs compétences et mieux se positionner dans l'accompagnement de la mise en œuvre de la LPDRD ;

l'engagement plus fort des populations à travers leur mobilisation pour contribuer en nature et/ou en espèces au financement des investissements identifiés comme des solutions aux contraintes de leur développement ;

les adaptations des outils méthodologiques et de financement qui ont été faites au regard des réalités locales (conditions d'intervention, règlements intérieurs, code de financement, etc.), et en relation avec le principe de la flexibilité, pour permettre la réalisation de certains investissements ;

la réalisation de plusieurs investissements au cours de cette dynamique ayant permis l'amélioration des conditions de vie des communautés (santé, éducation, hydraulique, production agro-pastorale, autres activités économiques, aménagement et gestion des ressources naturelles, activités de formation,...) ;

l'émergence de cadres de concertation depuis le village jusqu'au niveau national dans lesquels les différents acteurs, échangent autour de différentes préoccupations en lien avec l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de leurs programmes, des résultats et des politiques publiques de développement.

~~HeH~~

Malgré ces acquis, des insuffisances ont été identifiées au cours de la mise en œuvre de la Lettre qui sont en rapport avec :

une perception différente de la vision par les projets et programmes d'une part, et les services techniques d'autre part, sur les approches et activités mises en œuvre dans le cadre de la LPDRD. Cette situation est en rapport avec le contexte d'élaboration de la Lettre qui a focalisé l'attention sur les incohérences d'approches des projets et programmes et le souci de rationaliser la gestion des ressources. En conséquence, la Lettre a été perçue comme une politique exclusivement élaborée pour les Projets et Programmes de développement local/GT/GRN;

D'autres éléments expliquent également cette donne :

la méconnaissance au niveau local du contenu des orientations et stratégies en général et de la LPDRD en particulier ;

la non clarification du positionnement opérationnel des services techniques dans le nouvel environnement ;

la réduction de leurs moyens d'actions (humains, financiers et logistiques) ;

l'insuffisante harmonisation ou l'insuffisante prise en compte des principes de la LPDRD, entraînant l'introduction de critères d'éligibilité parfois incompatibles avec la Lettre ou les engagements internationaux (OMD, NEPAD, MAEP, etc.) ;

la difficulté à appliquer le principe de l'élargissement du champ des investissements financés au niveau des projets et programmes sectoriels. En effet, des difficultés persistent dans la précision des mécanismes de financement des activités économiques en général et de ceux des femmes et des jeunes en particulier ;

la faiblesse organisationnelle de la société civile en milieu rural pour constituer une force de propositions et de lobbying dans la définition et la mise en œuvre des orientations et stratégies de développement ;

la mobilisation de la contribution des promoteurs de projets pour le cofinancement en rapport avec les niveaux de pauvreté et la quantité aléatoire des productions agricoles d'une année à l'autre et dont dépendent les capacités contributives. Les délais de mise en œuvre des projets dans ces conditions, s'allongent ;

l'élaboration d'un code de financement consensuel du fait de la complexité des situations entre provinces, départements et villages surtout si on intègre la mise en œuvre des objectifs du millénaire, le contexte de lutte contre la pauvreté ;

l'insuffisance de formation et l'analphabétisme des populations locales qui limitent leur capacité de planification et de gestion des actions de développement ;

~~la persistance de l'insuffisante harmonisation des approches entre acteurs sur le terrain et le manque de synergie d'action intersectorielle en vue de la promotion du développement local. Cette situation est liée entre autres à une concertation qualitative encore relativement limitée entre les différents acteurs;~~

-

~~L'analyse de ces acquis et insuffisances et la prise en compte de l'évolution institutionnelle au niveau national avec la communalisation intégrale du pays, ont guidé l'Assemblée générale du Cadre national de concertation des partenaires du développement rural décentralisé à opter pour la présente relecture, objet de ce document;~~

-

-

## INTRODUCTION

-

Depuis

~~1991.~~ Le Burkina Faso a entrepris à partir de 1991 des réformes politiques, économiques et structurelles en concertation avec ses partenaires techniques et financiers ~~et qui visent à établir les fondements d'un développement économique et social durable~~ dans un contexte démocratique. La dynamique en cours a été marquée par des jalons importants que sont :

- l'adoption en 1991 de la constitution qui ~~a défini~~ le cadrage politique, institutionnel et juridique du pays ;

- la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel (PAS, PASA, PASECT, ~~etc.~~) qui ont permis sur le plan économique d'enregistrer des progrès ~~dès~~ depuis 1995 ;

- le démarrage du processus de décentralisation en 1993 avec la mise en place de ~~la~~ une Commission nationale de la décentralisation (CND) et l'adoption des ~~les~~ premières lois sur l'organisation et le fonctionnement des communes urbaines. ~~Aujourd'hui,~~ Ce processus de décentralisation a permis d'assurer:

\* la tenue régulière des échéances électorales municipales ~~dans les communes urbaines~~ ;

\* la communalisation intégrale ~~définition de l'~~ du territoire ~~en circonscriptions administratives et en~~ collectivités territoriales avec l'adoption de la loi 055/2004AN du 21 décembre 2004 portant Code général des collectivités territoriales au Burkina Faso ;

\* la mise en place, conformément aux dispositions du Code général des collectivités, d'organes élus dans les communes rurales, urbaines et dans les régions, suite aux élections du 23 avril 2006.

-

————— l'élaboration

- ~~la production~~ en 1995 de la Lettre d'intention de politique de développement humain durable (LIPDHD) pour la période 1995-2005. Cette lettre ~~qui a marqué le début de~~ un tournant décisif de l'engagement du Gouvernement- à mettre en œuvre une stratégie visant la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie en milieu rural. C'est à partir de celle-ci que se sont enclenchées l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies pour les secteurs concourant au développement rural (DOS, PSO, PAPISE, ~~etc.~~) ;

- l'élaboration en 2000 du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) comme document de référence par excellence de l'ensemble des démembrés de l'Etat et de ses partenaires techniques et financiers. Elle fait suite au démarrage depuis 1994 des enquêtes visant à mieux cibler les personnes les plus touchées par la pauvreté afin d'adapter les stratégies et actions visant la réduction de celle-ci ;

- l'élaboration et l'adoption de plusieurs politiques et orientations sectorielles qui, depuis, font l'objet de relectures pour mieux harmoniser leur contenu avec le CSLP, dans le souci d'une cohérence globale des interventions afin de lutter plus efficacement contre la pauvreté;
- l'élaboration de l'étude prospective « Burkina 2025 » suite à une réflexion initiée par le gouvernement depuis 1999 et dont l'objectif est d'explicitier davantage la vision du pays à l'horizon d'une génération.

Parallèlement, ~~et dans le cadre de~~ es institutions ~~e ses relations~~ régionales, sous régionales et internationales, le Burkina a signé et ratifié des conventions et déclarations visant la préservation et la protection des ressources naturelles, la santé, les conditions de la Femme, les droits humains, la démocratie et la bonne gouvernance, la gestion efficace de l'aide, le développement de l'Afrique, etc.

Malgré des progrès enregistrés ~~depuis sur le plan~~ par l'économie, le pays demeure confronté à un certain nombre de défis majeurs dont :

- la réduction de l'incidence de la pauvreté qui demeure élevée surtout en milieu rural ;
- la satisfac ~~diminution du niveau~~ de s besoins sociaux pressants qui restent encore élevés ~~fort~~ ;
- la réduction de la vulnérabilité de l'économie encore très exposée aux perturbations importantes résultant des chocs extérieurs.

C'est dans ce contexte, que l'Assemblée générale du Cadre de concertation des partenaires du développement rural décentralisé, après analyse des résultats de la mise en œuvre de la Lettre de politique de développement rural décentralisé adoptée en 2002, a recommandé sa relecture pour non seulement prendre en compte les enseignements tirés ~~mais~~ également pour tenir compte des évolutions observées sur le plan national et international.

## I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT

Le contexte international en matière de développement est essentiellement marqué par l'émergence de grandes orientations auxquelles ~~adhèrent une large majorité de~~ le Burkina Faso a adhéré ~~pays membres des~~ en tant que membre ~~instances internationales (ONU, UA,...)~~ et d'organisations internationales tant au niveau mondial que régional et sous régional ~~(ONU, UA, Banque mondiale, FMI, BAD, BOAD, BID, UE, AFD, GTZ, etc.-)~~.

Les orientations les plus importantes sont synthétisées dans des déclarations et autres documents dont la déclaration des Nations Unies sur les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), la Déclaration de Paris, le NEPAD, le MAEP, etc.

## Les Objectifs du Millénaire pour le Développement

~~Adoptés en Septembre 2000 pour l'horizon 2015 par l'Assemblée générale de l'ONU, les 8~~ Ils sont constitués par une synthèse des grandes recommandations des différentes rencontres internationales organisées par l'Organisation des Nations Unies depuis le début des années 90. Ils sont regroupés en 8 objectifs sont :

-

~~et ont été adoptés par l'Assemblée générale de l'organisation en Septembre 2000 pour l'horizon 2015. Ils sont en rapport avec :~~

- ~~la lutte contre~~ réduire l'extrême pauvreté et la faim;
- assurer l'éducation primaire pour tous;
- promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes;
- réduire ~~la santé (réduction de la mortalité infantile;~~
- améliorer la santé maternelle;
- combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies;
- assurer un l'environnement durable;
- mettre en place un le partenariat mondial pour le développement.

## La Déclaration de Paris

Les enseignements tirés de la mise en œuvre des objectifs du millénaire pour le développement et des résultats mitigés de l'aide au développement, ont instruit les différents pays et les organisations internationales à engager des concertations autour des mesures à prendre pour rendre plus efficace l'aide au développement<sup>[1]</sup>.

La Déclaration de Paris constitue une synthèse et un approfondissement des échanges des différentes concertations internationales autour de cinq engagements pris par les participants pour améliorer l'efficacité de l'aide au développement dans le cadre de la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement. Il s'agit de :

÷

- l'appropriation par les pays « récipiendaires » de leur rôle de leader en matière d'élaboration de leurs politiques et stratégies et de coordination des actions bénéficiant des appuis de l'aide au développement ;
- l'alignement des pays apportant les appuis sur les politiques, stratégies, institutions et procédures des pays « récipiendaires » ;
- l'harmonisation et la transparence des actions et procédures des pays apportant les appuis pour garantir plus d'efficacité collective de leurs appuis ;
- la gestion des ressources et des processus de décisions en ayant en vue les résultats attendus ;



- la responsabilité mutuelle des résultats qui doivent être assumés par les pays assurant les appuis et les pays « récipiendaires ».

## **Le Nouveau Partenariat pour le Développement**

Il est le résultat de la fusion réalisée en 2001 par les chefs d'Etats africains, de deux initiatives africaines<sup>[2]</sup>, afin de disposer d'un cadre stratégique global, complet et intégré donnant une vision cohérente des objectifs et des actions à entreprendre sur les plans social, économique et politique pour placer l'Afrique sur la voie de la croissance durable. Il comporte quatre objectifs en rapport avec les objectifs de développement du millénaire et qui sont :

- éradiquer la pauvreté;
- placer les pays africains, individuellement et collectivement, sur la voie d'un développement durable;
- mettre un terme à la marginalisation de l'Afrique dans le contexte de mondialisation et son intégration complète et profitable à l'économie mondiale;
- accélérer le renforcement des capacités des femmes afin de promouvoir leur développement socio-économique.

-

## **Le Mécanisme Africain d'Evaluation des Pairs**

~~C'est dans la cette dynamique du NEPAD, les chefs d'Etats africains, qu'a ont été mis en place adopté par les chefs d'Etats africains, le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) dont le but primordial est d'encourager les différents responsables des pays à adopter des politiques, normes et pratiques conduisant à :~~

- une stabilité politique;
- une croissance économique forte;
- un développement durable;
- une intégration économique sous régionale et continentale accélérée.

I. —

## **II. LE CONTEXTE NATIONAL**

Depuis le début de la décennie 1990, l'effervescence de s réflexions et de s concertations au tour des questions de développement aux niveau x international, sous régional et régional s'est accrue. Elles ont essentiellement visé à trouver les voies et moyens d'une lutte plus efficace contre les fléaux auxquels est confrontée l'humanité en général et en contreparticulier contre dont la pauvreté.

adont les facettes sont multiples, facettes, en particulier.

-

-

Le Burkina Faso s'y est pleinement engagé au regard de s de la situation socio-économique socio-économique difficile et du faible e l'impact des actions entreprises pour réduire sur les caractéristiques de la pauvreté.

## 2.1. La situation socio-économique

Le Burkina Faso, pays essentiellement agricole, est confronté à plusieurs contraintes pour son développement, dont l'enclavement et la dégradation avancée de faiblesse de ses ressources naturelles consécutives du reste soumises à un processus de dégradation consécutive à une forte la pression humaine et animale et aux aléas climatiques.

L'économie du pays dépend encore en grande partie de l'agriculture et de l'élevage qui représentent 90% des recettes d'exportation et occupent environ 80% de la population active. L'agriculture au Burkina Faso qui se mène en grande partie sur de petites exploitations, est dans son ensemble très faiblement mécanisée avec des pratiques d'assolement et d'irrigation encore très peu développées. Les et ses produits de cette agriculture sont essentiellement largement destinés à l'autoconsommation, même si depuis une décennie environ, certaines les produits de rentes destinés au marché en dehors du coton, connaissent un essor sur le marché extérieur (haricot, arachide, produits s fruitiers et maraîchers, etc, ...).

-

En matière de croissance, l'économie burkinabé entretient un cycle de croissance fluctuant caractérisée par une reprise exceptionnelle en 2003 (8% en termes réels de PIB) et une diminution en 2004 (4,8% en termes réels de PIB). Le taux de croissance réelle du Produit intérieur brut (PIB) a été néanmoins de l'ordre de 5,5% en moyenne durant la période 1995-2002 contre 3% environ dans la période 1980-1993.

Toutefois, la croissance macroéconomique ainsi observée ne se traduit pas toutefois par une amélioration significative des conditions de vie et de travail des populations en général, rurales et féminines en particulier.

L'incidence de la pauvreté étant toujours forte.

## 2.2. Les caractéristiques de la pauvreté [UB2]

Le seuil national de pauvreté établi à 82 672 F CFA/adulte/an en 2003 n'est pas atteint par 46,4% de la population contre 45,3% en 1998. Toutefois, des avancées sont observées en matière d'éducation, de santé, d'approvisionnement en eau, etc. L'indice global de la pauvreté en milieu urbain est passé de 103,8% en 1994 à 19,97,8% en 2003 et en milieu rural de 96,2% à 92,2% pendant la même période. La part du milieu rural bien qu'en baisse, demeure importante.

L'analyse de la pauvreté selon le milieu indique que les producteurs vivriers (préoccupés par les denrées de subsistance) sont les plus exposés à la précarité.

La situation est la suivante selon l'analyse par les régions:

- les régions les plus affectées par la pauvreté (pourcentage de pauvres nettement au-dessus du niveau national) : Nord (68,6%), Centre Sud (66,1%), Plateau Central (58,6%), Boucle du Mouhoun (60,4%), Centre Est (55,1%) et Sud Ouest (56,6%) ;
- les régions où l'incidence de la pauvreté avoisine la moyenne nationale : Centre Ouest (41,3%), Est (40,9%) et Cascades (39,1%) ;
- les régions relativement moins affectées par la pauvreté : Hauts Bassins (34,8%), Sahel (37,2%), Centre Nord (34,0%) et Centre (22,3%).

Pour relever le défi du développement humain durable, les objectifs quantitatifs majeurs fixés par le Gouvernement pour les années à venir sont: (i) accroître le produit intérieur brut par habitant d'au moins 4% par an; (ii) ramener l'incidence actuelle de la pauvreté à moins de 35% à l'horizon 2015; (iii) accroître l'espérance de vie à au moins 60 ans à l'horizon 2015.

Dans un tel contexte et pour réunir plus de chances de disposer de solutions adaptées engageant tous les acteurs de développement, l'on a élaboré et mis en œuvre des politiques et stratégies de développement. L'élaboration de ces politiques et stratégies de développement s'est faite progressivement, avec l'implication des différents acteurs, dans un contexte de désengagement de l'Etat de certains secteurs d'activités pour se recentrer sur ses missions régaliennes.

## **2.3 — Les politiques et stratégies de développement** [\[UB3\]](#)

Dans le cadre des réformes politiques et économiques entreprises depuis 1991, le Gouvernement à travers une dynamique de réflexion a élaboré, adopté et mis en œuvre des politiques, orientations et stratégies de développement. Aujourd'hui, elles existent au niveau national (politiques et stratégies transversales) et dans pratiquement tous les secteurs (politiques sectorielles ou thématiques).

### *Les politiques nationales*

- *Le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP)*

L'élaboration en 2000 du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) est l'aboutissement d'un processus entamé par le Gouvernement depuis 1994 pour mieux cibler les personnes touchées par la pauvreté afin de mieux lutter efficacement contre celle-ci.- Ce processus a alimenté la prospection d'outils de cadrage de la lutte contre la pauvreté et donné pour aboutir au présent document du Cadre qui constitue la référence de la mise en œuvre des politiques du Gouvernement. Le CSLP fixe les axes autour desquels doivent se mobiliser toutes les énergies pour une lutte efficace contre la pauvreté dans ses multiples dimensions.

Ces axes stratégiques, au nombre de quatre, sont:-

- l'accélération de la croissance fondée sur l'équité à travers toutes les activités visant la stabilisation du cadre macroéconomique, la compétitivité de l'économie nationale, le développement des transports et le soutien aux secteurs productifs;
- l'accessibilité des pauvres aux services sociaux de base par le développement du système éducatif, sanitaire et d'hydraulique humaine;
- 
- l'élargissement des opportunités en matière d'emploi et d'activités génératrices de revenus pour les plus pauvres (réduction de la vulnérabilité, intensification et modernisation de l'agriculture, accroissement et diversification des revenus des ruraux, soutien constant aux producteurs et mise en place d'infrastructures collectives, désenclavement, développement de la solidarité nationale, promotion de la femme et de l'emploi et formation professionnelle);
- 
- la promotion de la bonne gouvernance politique, économique, administrative et locale.
- 
- 

La révision du CSLP en 2003 à partir du bilan de sa mise en œuvre de 2000 à 2002 a permis d'introduire la dimension régionale et d'envisager la lutte contre la pauvreté dans une perspective structurelle.

- *La ~~P~~politique nationale de bonne gouvernance*

La bonne gouvernance est comprise comme l'exercice de l'autorité économique, politique et administrative en vue de bien gérer les affaires à tous les niveaux. Elle englobe les mécanismes, les processus et les institutions par le biais desquels les citoyens expriment et défendent~~assument~~ leurs intérêts, exercent leurs droits juridiques, assument leurs obligations et auxquels ils s'adressent en vue de régler leurs différends.

Après avoir élaboré un plan de bonne gouvernance en 1998, le Gouvernement a adopté en 2005, la ~~P~~politique nationale de bonne gouvernance, qui opérationnalise l'axe 4 du Ccadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP).

-

- ~~Les principaux axes de s'articulent autour de :~~

- ~~• la gouvernance politique (y compris la sécurité publique et la promotion des droits humains);~~
- ~~• la gouvernance administrative (organisation et performances administratives);~~
- ~~• la gouvernance économique (environnement réglementaire et juridique);~~
- ~~• la gouvernance locale (organisation et gestion des collectivités territoriales);~~

•

- *La ~~P~~politique nationale de population*

L'importance de la population comme richesse d'un pays est à l'origine de la création en 1983 du Conseil national de population (CONAPO). Depuis lors, les multiples activités mises en œuvre ont permis une meilleure compréhension des phénomènes de population et de la place de celle-ci dans une dynamique de lutte contre la pauvreté. Ce faisant, le Gouvernement a élaboré et~~et~~ adopté en 1991, la Politique nationale de population, relue en 2000 afin de :

- contribuer à l'amélioration de la santé de la population, ~~en et en particulier~~ de la santé de la reproduction-;
- améliorer les connaissances en population, genre et développement-;
- favoriser une répartition spatiale mieux équilibrée de la population dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire prenant en compte le phénomène migratoire-;
- promouvoir la prise en compte des questions de population, genre et développement durable dans les projets et programmes de développement au niveau national, régional et local-;
- valoriser les ressources humaines-;
- assurer une coordination efficace et un meilleur suivi-évaluation de la mise en œuvre de la politique nationale de population et des programmes d'actions en matière de population aux niveaux central et décentralisé.

;

~~Au titre des politiques de développement, a été également élaborée et mis en œuvre depuis 2002, la politique de développement rural décentralisé, objet de la présente relecture.~~

- La Ppolitique nationale d'aménagement du territoire

-

L'aménagement du territoire vise à assurer un développement harmonieux de l'espace national par une meilleure répartition des populations et des activités sur le territoire.

~~La politique nationale d'aménagement du territoire est déterminée par l'Etat et est conçue en relation avec ses relais administratifs locaux avec la collaboration des collectivités territoriales et l'ensemble des acteurs concernés.~~

-

~~Elle comprend des orientations, des objectifs, des principes directeurs, des instruments et la stratégie de sa mise en œuvre.~~

;

Le principal défi à relever dans la période actuelle et qui mobilise beaucoup d'énergies au niveau de l'Etat est la lutte contre la pauvreté dans la perspective d'un développement durable. Pour y parvenir, l'aménagement du territoire retient trois orientations fondamentales d'interventions intimement articulées. Ce sont :

le développement économique ;

l'intégration sociale ;

la gestion durable du milieu naturel ;

;

Les principes directeurs de la politique nationale d'aménagement sont : l'unité et la solidarité nationale, la cohésion économique et sociale, le développement durable, la subsidiarité, le partenariat et la participation.

-

III L'aménagement du territoire est conçu à travers des instruments que sont les schémas d'aménagement du territoire.

Au Burkina Faso, il existe quatre types de schémas :

- 
- le schéma national d'aménagement du territoire (SNAT);
- 
- le schéma régional d'aménagement du territoire (SRAT);
- 
- le schéma provincial d'aménagement du territoire (SPAT);
- 
- le schéma directeur d'aménagement du territoire (SDAT).

Le schéma d'aménagement constitue un outil de dialogue permanent entre l'Etat et les collectivités territoriales.

Les collectivités territoriales-L'Etat partagent avec les collectivités territoriales-L'Etat, les compétences de la mise en œuvre de la politique nationale d'aménagement du territoire.

-

- *La Politique nationale de communication pour le développement (PNCD)*~~Le rôle dominant de l'Etat est en fait celui joué par le Gouvernement et ses organes dépendants, qui mettent en œuvre des moyens budgétaires et des techniques de planification.~~

-

La Politique nationale de communication pour le développement découle d'une volonté politique affichée par les autorités Burkinabé, dans la recherche des voies et moyens pour une participation active et consciente des populations au processus de développement.

-

Les objectifs poursuivis sont entre autres:

-

- répondre aux besoins d'informations des différentes catégories des populations rurales et urbaines;

-

- démocratiser l'accès aux grands moyens d'informations;

-

- contribuer activement à la mise en œuvre des stratégies nationales de développement;

-

- contribuer à la promotion du statut de la femme et à l'équité du genre ;

-

- renforcer les capacités;

-

- accompagner le processus de décentralisation.

- *La Politique nationale de sécurisation foncière*~~Le rôle dominant de l'Etat est en fait celui joué par le Gouvernement et ses organes dépendants, qui mettent en œuvre des moyens budgétaires et des techniques de planification.~~

-

La politique de développement rural décentralisé est complémentaire des politiques sectorielles ou thématiques dont elle précise les principes, la cohérence institutionnelle nécessaire, pour des impacts plus importants dans la lutte contre la pauvreté.

-

~~- Dans le contexte de communalisation intégrale du pays et particulièrement avec les communes rurales, la promotion socio-économique durable de celles-ci passe par une attention particulière portée sur la problématique foncière, la très large majorité des citoyens de ces entités tirant l'essentiel de leurs revenus des activités liées au foncier. En effet, l'agriculture et l'élevage, mais aussi la foresterie, la chasse et la pêche constituent des activités à fort potentiel économique pour les populations du monde rural et dont la réalisation nécessite la mobilisation effective des ressources qui leur sont liées.~~

-

~~La valorisation de ces potentialités rurales impose des réponses adéquates et durables aux problèmes de la sécurisation foncière auxquels sont confrontés les acteurs ruraux. Une ébauche de ces réponses est faite dans le document provisoire de politique de sécurisation foncière en milieu rural qui se fixe les objectifs suivants:~~

-

~~- garantir le droit d'accès légitime à la terre à l'ensemble des acteurs ruraux;~~

-

~~- contribuer à l'amélioration, la prévention et le règlement des conflits;~~

-

~~- contribuer à créer les bases de la viabilité et du développement des collectivités territoriales;~~

-

~~- accroître l'efficacité des services de l'Etat dans l'offre d'un service public adapté et effectif;~~

-

~~- promouvoir la participation effective des acteurs à la base et de la société civile à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de la politique de sécurisation foncière;~~

-

~~- veiller au respect des normes d'une gestion rationnelle de la terre ;~~

-

~~Assurer la facilitation à l'obtention des droits fonciers et la sécurisation des transactions foncières.~~

-

~~Le Cadre stratégique de mise en œuvre de la décentralisation~~

~~Dans le cadre de la mise en œuvre du processus de décentralisation entrepris depuis 1993, il a été adopté en juin 2006 un cadre stratégique dont les objectifs sont :~~

-

~~- permettre l'appropriation de la décentralisation par tous les acteurs afin qu'ils s'engagent à la mettre en œuvre;~~

-

~~- renforcer les capacités des organes de la décentralisation, des services déconcentrés et des acteurs locaux;~~

-

~~- renforcer les capacités des structures de pilotage et de coordination du processus de décentralisation.~~

-

~~5, de la loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant Code Général des Collectivités Territoriales. Cette loi définit deux niveaux de collectivités : la région et la commune. Cette dernière comprend trois types : la commune rurale, la commune urbaine et la commune à statut particulier. A l'issue du processus électoral du 23 Avril 2006, le territoire national est organisé en :~~

~~- 302 communes rurales ;~~

~~- 49 communes urbaines dont 02 à statut particulier (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso) ;~~

~~- 13 régions.~~

~~La mise en place de ces collectivités offre un cadre territorial défini à l'application des politiques et stratégies de développement en général, au développement local en particulier. Au regard de l'importance du processus en cours (enjeux pour le développement et la démocratie) et des réalités locales (niveau d'appropriation insuffisant, faibles capacités techniques, matérielles et financières, etc...), le cadre stratégique s'est fixé pour objectifs de :~~

~~permettre l'appropriation de la décentralisation par tous les acteurs afin qu'ils s'engagent à la mettre en œuvre;~~

~~renforcer les capacités des organes de la décentralisation, des services déconcentrés et des acteurs locaux;~~

~~renforcer les capacités des structures de pilotage et de coordination du processus de décentralisation.~~

-

Ces objectifs seront réalisés à travers. Pour ce faire, il se fixe les cinq axes stratégiques suivants:

- l'appropriation sociale et politique de la décentralisation;
- le transfert des compétences et des ressources;
- le renforcement des capacités locales;
- l'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans locaux de développement;
- le pilotage et la coordination du processus de décentralisation.

#### *Les politiques sectorielles*

Elles découlent des politiques nationales et visent à définir pour chaque secteur les axes d'intervention majeurs.

- *La Stratégie de développement rural (SDR)*

-

L'élaboration du document de Stratégie de développement rural (SDR) traduit la volonté du Gouvernement de mettre en cohérence, les politiques et stratégies sectorielles avec le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, d'une part, et de s'adapter à l'évolution du contexte international, régional et national, d'autre part. C'est un document de référence pour l'ensemble des acteurs qui interviennent dans le développement du secteur rural productif (agriculture, élevage, environnement) au Burkina Faso.

L'objectif global de la SDR est d'assurer une croissance soutenue du secteur rural en vue de contribuer à la lutte contre la pauvreté, au renforcement de la sécurité alimentaire et à la promotion d'un développement durable.

Les objectifs spécifiques de la SDR sont les suivants:

1. accroître les productions agricoles, pastorales, forestières, fauniques et halieutiques grâce à l'amélioration de la productivité;
2. augmenter les revenus grâce à une diversification des activités économiques en milieu rural;
3. renforcer la liaison production/marché;



4. assurer une gestion durable des ressources naturelles;
5. améliorer la situation économique et le statut social des femmes et des jeunes en milieu rural;
6. responsabiliser les populations rurales en tant qu'acteurs de développement.

La Stratégie de développement rural est fondée sur huit (08) principes directeurs en référence au Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) révisé et à la Lettre de politique de développement rural décentralisée (LPDRD).

Les axes stratégiques et les actions prioritaires doivent constituer les fondements des programmes opérationnels et des programmes d'investissement. Les sept (7) axes stratégiques retenus dans la SDR sont les suivants:

- accroître, diversifier et intensifier les productions agricoles, pastorales, forestières, fauniques et halieutiques;
- renforcer la liaison production/marché;
- accroître et diversifier les sources de revenus;
- améliorer l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement;
- assurer une gestion durable des ressources naturelles;
- renforcer les capacités des acteurs et créer un cadre institutionnel favorable;
- promouvoir l'approche genre en vue d'améliorer la situation économique et le statut social des femmes et des jeunes en milieu rural.

~~La Réforme Globale de l'Administration Publique est conduite dans le but de moderniser l'administration publique burkinabè, et ce, autour de trois lois que sont:~~

:

~~• la loi n° 010/98/AN du 21 Avril 1998, portant modalités d'intervention et répartition des compétences entre l'Etat et les autres acteurs du développement;~~

~~• la loi n° 013/98/AN du 28 Avril 1998, portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction Publique;~~

:

~~• la loi n° 020/98/AN/1998 du 05 Mai 1998, portant normes de création, d'organisation et de gestion des structures de l'administration de l'Etat;~~

:

~~Ces lois qui donnent la configuration de l'Etat burkinabè et de son appareil administratif du 21<sup>e</sup> siècle sont la base et le référentiel normatif d'une série de mesures réformatrices affectant durablement et positivement les administrations de l'Etat dans leurs missions et attributions, leur organisation, leurs méthodes et procédures de travail et la gestion de leurs ressources humaines.~~

:

~~La Réforme Globale de l'Administration Publique se justifie donc, d'une part, par des considérations d'ordre économique, social et politique et,~~

Au titre des politiques et stratégies qui opérationnalisent la SDR, on peut citer:

- la Politique et stratégie en matière d'eau;
- 
- la Politique nationale- en matière d'environnement;
- 
- le Plan d'actions et programmes d'investissement du secteur de l'élevage;
- 
- le Plan décennal d'actions national pour l'environnement;
- 
- la Politique forestière nationale;
- 
- la Stratégie nationale de mise en œuvre de la convention sur les changements climatiques;
- 
- la Stratégie nationale et plan d'actions en matière de diversité biologique.

Au titre des autres secteurs, on peut citer notamment:

- la Politique de l'électrification rurale;
- 
- le Plan national- de développement sanitaire;
- 
- la Stratégie nationale d'éducation environnementale;
- 
- le Plan décennal de développement de l'éducation de base;
- 
- la Réforme globale de l'administration publique;
- 
- la Stratégie de promotion de l'artisanat;
- 
- la Lettre de politique de développement du secteur privé.

Toutes ces politiques de développement ci-dessus énumérées, s'exécutent en milieu rural dans le cadre des orientations définies par ~~Au titre des politiques transversales, on peut citer~~ la Lettre de politique de développement rural décentralisé.

### 3.1 — Evolution des approches des projets et programmes de développement rural

~~Au cours de la première décennie après l'indépendance, les approches mises en œuvre, inspirées de celles utilisées au cours de la période coloniale, ont revêtu un caractère centralisateur de l'Etat ont induit une mise en œuvre dirigiste, techniciste et descendant.~~ au cours de la première décennie après l'indépendance, héritées de la période coloniale. Durant cette période, des projets et programmes. Ces projets et programmes étaient ~~ont été~~ exécutés ~~dans un premier temps surtout par~~ par des sociétés étrangères d'intervention (SATEC, GERES, BDPA, CFDT). ~~Elles seront relayées par et plus tard par les~~ Organismes régionaux de développement (ORD) mis en place par l'Etat. Ces derniers n'ayant pas changé fondamentalement la philosophie d'approche. ~~Leurs impacts sont restés limités malgré des moyens importants déployés.~~

Les Projets de développement rural intégré qui ont par la suite vu le jour, dans l'optique d'engendrer un processus de réforme du système économique et social, n'ont pas connu plus ~~eu plus~~ de réussite ~~chance~~. On retiendra de ceux-ci une simple association d'activités sectorielles, avec la multiplication de volets juxtaposés sans aucune intégration: cultures vivrières, élevage, pistes rurales, alphabétisation, etc.

Les enseignements essentiels tirés de la mise en œuvre de ces deux générations de projets, sont en relation avec l'importance de la participation et de la responsabilisation des populations à la base et des autres acteurs de développement. En effet, il est ressorti clairement que sans celles-ci, il est difficilement envisageable:

- l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques de développement pertinentes;
- la réalisation ~~par conséquent~~ d'impacts plus importants de la mise en œuvre de ces politiques publiques de développement en milieu rural.

Sur cette base et à partir des enseignements tirés également de la mise en œuvre des politiques d'aide au développement, de nouvelles orientations vont être définies en rapport avec:

- le recentrage du rôle de l'Etat pour favoriser l'implication des autres acteurs au processus de développement;
- la nécessité d'étendre les approches mises en œuvre par les ONG et les associations de développement à des échelles réduites certes mais favorisant la participation des acteurs locaux et aboutissant à des résultats intéressants.

Ces orientations vont servir de support à l'expérimentation à travers plusieurs projets et programmes, des approches visant une implication des communautés à la base dans le choix, la planification et la réalisation des investissements. Les résultats concluants de cette « expérimentation », vont servir de supports à l'élaboration ~~le~~ du Programme national de gestion des terroirs dont l'approfondissement va aboutir aux projets de développement local pour assurer une meilleure responsabilisation des populations. Cette responsabilisation dans le choix, la décision de financement à partir d'un système financier de proximité (fonds de développement local), la contractualisation des prestations locales et le suivi de l'exécution des actions de développement, fait de la promotion de la maîtrise d'ouvrage au niveau local, un axe important.

~~La nécessité, non seulement de disposer d'une base harmonisée pour l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des projets et programmes de développement, mais également de rendre plus rationnelle l'utilisation des ressources (matérielles, humaines et financières), a été à la base du processus ayant abouti à l'élaboration de la Lettre de Politique de Développement Rural Décentralisé (LPDRD) adoptée en 2002 comme cadre fédérateur des approches de tous les intervenants. Mise en œuvre par les acteurs alors que les contours de la décentralisation étaient encore assez imprécis, elle a permis d'enregistrer des acquis mais également des insuffisances.~~

Tous ces constats et évolutions vont conduire à l'élaboration et à l'adoption de la Lettre de politique de développement rural décentralisé (LPDRD).

## 3.2 Justification de la LPDRD

Dans le cadre des réformes entreprises et des stratégies sectorielles ci-dessus décrites, une vision du monde rural au Burkina Faso à l'horizon 2010 s'articule autour des points essentiels suivants : (i) les populations rurales ont la pleine responsabilité du développement au niveau local, par le biais des collectivités territoriales décentralisées, dans le cadre d'un partenariat effectif avec l'administration et les services de l'Etat. Elles ont la compétence du choix des priorités de développement, de la maîtrise d'ouvrage des infrastructures sociales et socio-économiques et de la gestion rationnelle des ressources naturelles de leurs terroirs y compris celles des aires classées (forêts et réserves de faune, ranchs de gibier, sanctuaires) à elles, concédées par l'Etat, (ii) les populations rurales accèdent efficacement aux services sociaux essentiels (santé, éducation, eau potable, etc.) et aux infrastructures de base, (iii) Les missions des services techniques de l'Etat sont recentrées sur les fonctions régaliennes de formulation et de suivi des politiques sectorielles, de respect de la réglementation et de mise en place des investissements publics structurants, (iv) Les opérateurs privés, les ONG et les structures associatives contribuent à la mise en œuvre des plans locaux de développement par des prestations de services variées, sur des bases contractuelles, (v) Les revenus des populations rurales se sont accrus, améliorant ainsi la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

La réalisation des objectifs contenus dans la vision à long terme ci-dessus décrite nécessite une synergie des interventions pour une plus grande efficacité des actions menées en faveur du monde rural. Une telle synergie ne peut s'obtenir que par le biais de l'harmonisation des approches, un suivi et une évaluation d'ensemble dans un cadre de référence, pour apporter au fur et à mesure les correctifs nécessaires.

Pour atteindre les objectifs contenus dans la vision à long terme ci-dessus décrite, le Gouvernement entend rechercher une plus grande efficacité à travers une politique stratégie nationale de "Développement Rural Décentralisé" impliquant une harmonisation des approches et méthodes et la mise en place d'un mécanisme de coordination, et de suivi et d'évaluation au niveau national.

La présente Lettre de Politique de Développement Rural Décentralisé (LPDRD) a pour objets : (i) de présenter les orientations nationales en matière de développement rural décentralisé et les stratégies qui en découlent, (ii) de servir de cadre de référence pour la conception, la mise en œuvre, la coordination et le suivi et l'évaluation des projets et programmes de développement rural que le Gouvernement et ses partenaires envisagent d'entreprendre, (iii) de promouvoir l'harmonisation des démarches de ces différents programmes et projets, (iv) de décrire les mécanismes que le Gouvernement entend mettre en place avec ses partenaires pour assurer la coordination et le suivi et l'évaluation des actions en matière de développement rural décentralisé.

Sont décrits ci-après, les principes de base de l'approche développement rural décentralisé, ainsi que ses mécanismes opérationnels de mise en œuvre et le dispositif de coordination et de suivi évaluation au niveau national.

## 3.3 Justification de la relecture

La mise en œuvre de la LPDRD par les acteurs de terrain et particulièrement les projets et programmes, a permis d'enregistrer des acquis aux niveaux de la méthodologie, du renforcement des capacités et de l'amélioration des conditions de vie des populations. Ainsi, sont répertoriés comme acquis :

- la responsabilisation des communautés à la base qui leur a permis de s'engager dans un processus d'apprentissage de l'exercice de la maîtrise d'ouvrage de leur propre développement. En effet, leur implication et responsabilisation dans le processus (identification des contraintes, procédures de choix, de financement, de contractualisation de la réalisation, de suivi de l'exécution et de gestion post réalisation des investissements), leur ont permis d'acquérir des savoirs être et des savoirs faire utiles en matière d'organisation et de gestion du processus de développement local et des opérations;

- la possibilité offerte aux acteurs du secteur privé et de la société civile de pratiquer accompagner le désengagement de l'Etat dans des secteurs de la vie économique. Ce désengagement leur a permis d'occuper de nouveaux espaces pour évaluer leurs compétences et mieux se positionner dans l'accompagnement de la mise en œuvre de la LPDRD;

- l'engagement plus fort des populations à travers leur mobilisation pour contribuer en nature et/ou en espèces au financement des investissements identifiés comme des solutions aux contraintes de leur développement;

~~les adaptations des outils méthodologiques et de financement qui ont été faites au regard des réalités locales (conditions d'intervention, règlements intérieurs, code de financement, etc....), et en relation avec le principe de la flexibilité, pour permettre la réalisation de certains investissements;~~

-

~~la réalisation de plusieurs investissements au cours de cette dynamique ayant permis l'amélioration des conditions de vie des communautés (santé, éducation, hydraulique, production agro-pastorale, autres activités économiques, aménagement et gestion des ressources naturelles, activités de formation,...);~~

-

~~l'émergence de cadres de concertation depuis les villages jusqu'au niveau national dans lesquels les différents acteurs, échangent autour de différentes préoccupations en lien avec l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de leurs programmes, des résultats et des politiques publiques de développement.~~

~~(k4)~~

Malgré ces acquis, des insuffisances ont été identifiées au cours de la mise en œuvre de la Lettre qui sont en rapport avec :

-

~~une perception différente de la vision parml partagée entre les projets et programmes d'une part, et les services techniques d'autre part, sur les approches et activités mises en œuvre dans le cadre de la LPDRD. Cette situation est en rapport avec le contexte d'élaboration de la Lettre qui a focalisé l'attention sur les incohérences d'approches des projets et programmes et le souci de rationaliser la gestion des ressources. En conséquence, Cette situation a fait considérer la Lettre a été perçue comme une politique exclusivement élaborée pour les Projets et Programmes de développement local/GT/GRN.~~

D'autres éléments expliquent également cette donne un tel hiatus :

~~la méconnaissance au niveau local du contenu des orientations et stratégies en général et de la LPDRD en particulier;~~

~~la non clarification du positionnement opérationnel des services techniques dans le nouvel environnement;~~

~~la réduction de leurs moyens d'actions (humains, financiers et logistiques);~~

-

~~l'insuffisante l'harmonisation ou l'insuffisante la prise en compte encore insuffisantes des principes de la LPDRD, entraînant l'introduction de critères d'éligibilité parfois incompatibles avec la Lettre ou les engagements internationaux (OMD, NEPAD, MAEP, etc....);~~

-

~~la difficulté à appliquer le principe de l'élargissement du champ des investissements financés au niveau des projets et programmes sectoriels. En effet, outre, des difficultés persistent dans la précision des mécanismes de financement des activités économiques en général et de ceux des femmes et des jeunes en particulier;~~

-

~~la faiblesse organisationnelle de la société civile en milieu rural pour constituer une force de propositions et de lobbying dans la définition et la mise en œuvre des orientations et stratégies de développement;~~

-

~~la mobilisation de la contribution des promoteurs de projets pour le cofinancement en rapport avec les niveaux de pauvreté et la quantité aléatoire des productions agricoles d'une année à l'autre et dont dépendent les capacités contributives. Les délais de mise en œuvre des projets dans ces conditions, s'allongent.~~

-

~~l'élaboration d'un code de financement consensuel du fait de la complexité des situations entre provinces, départements et villages surtout si on intègre la mise en œuvre des objectifs du millénaire, le contexte de lutte contre la pauvreté.~~

-

~~l'insuffisance de formation et l'analphabétisme des populations locales qui limitent leur capacité de planification et de gestion des actions de développement;~~

-

~~la persistance de l'insuffisante harmonisation des approches entre acteurs sur le terrain et le manque de synergie d'action intersectorielle en vue de la promotion du développement local. Cette situation est liée entre autres à une concertation qualitative encore relativement limitée entre les différents acteurs.~~

~~L'analyse de ces acquis et insuffisances et la prise en compte de l'évolution institutionnelle au niveau national avec la communalisation intégrale du pays, ont guidé l'Assemblée générale du Cadre national de concertation des partenaires du développement rural décentralisé à opter pour la présente relecture, objet de ce document.~~

## ~~4~~ ——— **Fondements de la Lettre de politique de développement rural décentralisé ~~re~~ue**

Le processus d'élaboration ~~et d~~, l'adoption ~~de~~ et la Lettre présente relecture de la politique de développement rural décentralisé ~~en 2002 et la relecture~~, prend ~~ent~~ comme fondements, les orientations en matière:

——— de recentrage du rôle de l'Etat pour se consacrer à ses missions régaliennes et l'implication des acteurs du secteur privé et de la société civile, matérialisés par l'adoption de la loi 10/98/ADP portant modalités d'intervention de l'Etat et répartition des compétences entre l'Etat et les autres acteurs de développement ;

- de lutte contre la pauvreté dont le cadre stratégique constitue la référence ;

~~ayant dégagé les grands axes d'investissement des efforts des différents démembrements de l'Etat et des autres acteurs ;~~

- de décentralisation dont la loi n° 55-2004/AN du 21 décembre 2004 portant Code général des collectivités territoriales au Burkina Faso (CGCT), consacre la communalisation intégrale du pays, le transfert progressif des compétences et des ressources aux collectivités territoriales qui assurent la maîtrise d'ouvrage du développement au niveau local ;

- des engagements de l'Etat au sur le plan international (OMD, NEPAD, DP) ;

- de la répartition des compétences entre l'Etat et les autres acteurs prévue par la loi n°010/AN du 21 avril 1998.

~~La Lettre de politique de développement rural décentralisé s'appuie intègre les orientations de ces textes et définit ses principes d'intervention pour l'élaboration et la mise en œuvre des interventions en milieu rural.~~ Au regard de ces fondements, huit principes ont été définis pour la mise en œuvre de la Lettre de politique de développement rural décentralisé.

### Principes du développement rural décentralisé

Le développement rural décentralisé que le Gouvernement entend promouvoir se fonde sur les principes suivants :

- *le principe de responsabilisation des acteurs locaux.* La mise en place des collectivités territoriales et de leurs organes délibérants consacre la maîtrise d'ouvrage du développement qu'elles doivent assurer dans les domaines des compétences transférées (exclusives et/ou partagées).

Une telle maîtrise d'ouvrage suppose que le conseil ~~municipal~~ de collectivité ou le conseil régional définisse les priorités dans les domaines de compétences transférées, qu'il se dote de capacités pour mobiliser les moyens humains, techniques et financiers nécessaires à la réalisation de

Elle implique ~~dans le contexte des collectivités territoriales communes rurales, particulièrement,~~ le développement de stratégies de mobilisation des différents acteurs ~~(les collectivités territoriales et leurs commissions ad hoc ainsi que les CVD, associations locales de développement, groupements d'intérêts économiques, associations locales de défense des intérêts et des droits humains des populations, etc.)~~ non seulement, pour participer au processus d'élaboration des plans de développement, mais également pour assurer la mobilisation des ressources nécessaires à leur exécution et à leur gestion.

Cette situation La responsabilisation des acteurs locaux ~~implique~~ commande que ~~que~~ :

✓ l'identification des besoins, la prise de décision pour la mise en œuvre des actions et des investissements soit ascendante, participative et décentralisée ;

✓ la maîtrise d'ouvrage des investissements soit assurée dans le respect du principe de la subsidiarité énoncée par le CGCT. ~~et qui veut que la~~

~~La responsabilisation devra par conséquent être envisagée au niveau :~~

~~✓ de la collectivité territoriale en vue d'asseoir et affermir celle-ci comme socle du développement local ;~~

~~✓ des acteurs impliqués et engagés dans la réalisation des investissements pour non seulement garantir la mobilisation des fonds nécessaires au financement mais également pour jeter les bases de la démocratie participative.~~

- le principe de l'élargissement du ~~large~~ champ des investissements financés par les appuis extérieurs (partenaires techniques et financiers, coopérations décentralisées, ONG, etc. ~~---~~).

La mise en place des collectivités territoriales offre aux populations de nombreuses possibilités de s'investir dans des initiatives de développement touchant plusieurs domaines pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail.

~~La mise en œuvre de~~ Ces initiatives devraient pouvoir bénéficier d'appuis pour leur transformation en actions, investissements ou activités en matière :

- (i) d'infrastructures ~~socio~~ socio-collectives ;
- (ii) d'infrastructures marchandes ~~à réaliser~~ et de facilitation de l'installation et du développement d'institutions financières ;
- (iii) d'aménagement, de préservation et de restauration des ressources naturelles
- (iv) de population liée à la santé (VIH/SIDA, MST,...), de genre et développement, etc. ;
- (v) de renforcement des capacités et des compétences des différentes catégories d'acteurs dans les domaines d'innovation, de la recherche, de l'expérimentation et de la formation ;
- (vi) d'épanouissement culturel des communautés regroupées au sein des collectivités territoriales.

~~qui est une donne du développement local qui devrait pouvoir bénéficier d'appuis.~~

Au total, l'élargissement du champ des investissements devrait permettre de mieux prendre en charge les besoins d'accompagnement des collectivités territoriales et de renforcement de leurs capacités en matière de gestion des compétences transférées.

- à financer dans le contexte de la communalisation intégrale sera certainement plus large que par le passé et va ont concerner plusieurs acteurs. Cette situation ne devrait pas être exploitée pour une remise en cause du cadre législatif et réglementaire mis mais plutôt pour faire converger tous les acteurs vers son renforcement. Le ~~l'~~approche progressive du transfert progressif des compétences et des ressources devrait aider à mieux assurer à identifier les besoins d'accompagnement des collectivités territoriales territoriales en matière de renforcement de leurs capacités pour mieux assumer la gestion de ces compétences et de leurs rapports avec les autres acteurs.

- le principe du recentrage du rôle de l'Etat et d'une implication des opérateurs privés et de la société civile dans l'appui aux communautés rurales pour la planification et la mise en œuvre de leurs projets.

Dans ce contexte, le rôle des différents acteurs en présence se résume comme suit:

- l'Etat exerce des fonctions d'orientation, de réglementation et de contrôle;

- la société civile et le secteur privé apportent les services d'assistance et d'approvisionnement en biens ou participent à la maîtrise d'œuvre;

- les collectivités territoriales mmunautés sont les maîtres d'ouvrage du développement local et à ce titre, suivent et évaluent les services qui leur sont rendus.

- le principe de co-financement des investissements. Ce principe vise la responsabilisation de l'Etat et des collectivités territoriales. La réalisation de chaque projet nécessitera un apport extérieur sous forme de subvention et la contribution financière de la collectivité et/ou des promoteurs. Pour ces derniers, leur contribution pourrait également se faire en nature (physique et/ou apports de matériaux locaux). ère, tantôt physique sous la forme d'apports en main d'œuvre non qualifiée ou en agrégats locaux

- ~~La réalisation des actions de développement inscrites dans le plan local de développement nécessitera :~~

~~la contribution de la commune ou de la région en tant que maître d'ouvrage ;~~

~~la contribution d'autres acteurs intéressés à la réalisation des actions (elle pourrait être facultative pour les investissements socio collectifs relevant des compétences des collectivités territoriales et dont le cofinancement peut être assuré par la collectivité à partir de la fiscalité : santé, éducation, hydraulique) ;~~

~~la contribution de l'Etat à travers les dotations ou transferts liés aux compétences transférées ;~~

~~l'appui de partenaires techniques et financiers des collectivités territoriales (Coopération décentralisées, associations, amis, ...).~~

La contribution au financement des investissements apportée par l'Etat et ses partenaires techniques et financiers sera gérée dans le cadre des dispositions prises pour la gestion du Fonds permanent pour le développement des collectivités territoriales (FPDCT) prévu par l'article 141 de la Loi n° 55-2004/AN du 21 décembre 2004 portant Code général des collectivités territoriales. Une telle gestion aura l'avantage de créer les conditions d'un alignement des procédures des différents partenaires et d'utiliser les institutions et procédures nationales habilitées, conformément aux dispositions de la Déclaration de Paris.

- le principe de la concertation à différents niveaux. En vue de limiter les incohérences et organiser les complémentarités des interventions, la concertation est nécessaire et indispensable entre les différents acteurs : communautés rurales, collectivités territoriales rurales décentralisées, services techniques et administratifs de l'Etat, ONG, société civile, partenaires techniques et financiers.



La mise en place des cadres de concertation à différents **niveaux** à savoir:

✓ \_\_\_\_\_ **au niveau communal: le eCadre de concertation communal (CCCo);**

-

✓ \_\_\_\_\_ **au niveau provincial: le eCadre de concertation provincial (CCP);**

✓ \_\_\_\_\_ **au niveau régional: le ~~Conseil~~ Cadre de Concertation Régional (CCR);**

✓ \_\_\_\_\_ **au niveau national: le Cadre national de concertation des partenaires du développement rural décentralisé (CNCPDR), est une voie privilégiée pour harmoniser et pour créer les synergies nécessaires aux interventions sur le terrain.**

-

~~- Ce principe prend une dimension plus importante dans le contexte de communalisation intégrale du pays et de répartition des tâches entre l'Etat et les autres acteurs autour de l'atteinte de résultats plus significatifs de la lutte contre la pauvreté.~~

-

L'Etat, principal animateur du processus de lutte contre la pauvreté, a défini un cadre renfermant les orientations et stratégies dont la mise en œuvre ne peut se faire sans leur assimilation et appropriation non seulement par ses différents démembrements mais également par les autres acteurs (collectivités territoriales locales, secteur privé et société privée civile).

Quant aux autres acteurs, ils ont besoin de comprendre les orientations et stratégies pour mieux se positionner et apprécier leurs apports afin de ne pas mettre en œuvre des actions contreproductives.

~~La concertation devra par conséquent être la voie privilégiée pour harmoniser et pour créer les synergies nécessaires à une intervention plus efficiente et efficace.~~

-

~~La mise en place des cadres de concertation à tous les niveaux sera donc entreprise en vue de limiter les incohérences et organiser les complémentarités, la concertation doit être de règle entre les différents acteurs : communautés rurales, collectivités rurales décentralisées, services techniques et administratifs de l'Etat, ONG, société civile, partenaires financiers.~~

-

Pour que la concertation puisse jouer pleinement son rôle de promotion de synergie d'action et de complémentarité entre les intervenants, l'élaboration d'un outil de mise en œuvre du principe de la concertation en matière de développement rural décentralisé s'avère nécessaire pour assurer une meilleure rationalisation et une meilleure précision des missions des espaces de concertation.

- *le principe de la flexibilité.* Ce principe suppose l'adaptation des outils aux spécificités locales (modalités d'identification et d'exécution des actions de développement, modes de contribution des promoteurs à la réalisation des investissements, pondération de la participation financière locale, etc.) afin de prendre en compte:

✓ \_\_\_\_\_ les niveaux de développement des collectivités territoriales;

~~✓ \_\_\_\_\_ les objectifs du CSLP et des cadres régionaux de lutte contre la pauvreté de développement du millénaire.~~

✓

Ce principe doit être mis en étroite relation avec celui du cofinancement et par conséquent avec les dispositions prévues pour la gestion du FPDCT.

- ***le principe de fongibilité.*** Ce principe veut **que tous les** partenaires techniques et financiers, conformément à la Déclaration de Paris, harmonisent leurs procédures pour disposer de modalités unifiées dans le cadre de leurs appuis au développement.

— ~~le principe du genre~~ ***de l'inclusion sociale.*** Ce principe suppose la participation sans exclusive de l'ensemble de la population (hommes, femmes, jeunes, etc.) à la gestion des affaires locales à travers leurs organisations (conception, décision, exécution, suivi et évaluation).

- L'inclusion sociale est un élément essentiel pour la réalisation des objectifs du CSLP.

### III. LES MECANISMES DE MISE EN ŒUVRE DU DEVELOPPEMENT RURAL DECENTRALISE)

Les mécanismes opérationnels de mise en œuvre du développement rural décentralisé s'articulent autour :

- (i) d'un cadre institutionnel qui décrit les niveaux de responsabilités (concertations, décisions, appuis / conseils) ;
- (ii) d'une répartition des rôles entre l'Etat et les autres acteurs du développement.

—

—

## —————Le dispositif de mise en œuvre UB5 de la Lettre

L'analyse des compétences transférées ou exercées par les collectivités territoriales et les circonscriptions administratives fait ressortir:

- le rôle important des circonscriptions administratives dans la conception, l'exécution, le suivi et l'évaluation des politiques de développement socio-économique élaborées par l'Etat, ~~dans la prise des décisions sur la vie des collectivités territoriales;~~

- le rôle prépondérant des collectivités territoriales dans la définition des stratégies de mobilisation des ressources humaines, matérielles et financières pour la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des actions de développement en conformité avec les grandes orientations et politiques nationales;

- les fortes interactions entre les actions des circonscriptions administratives et celles des collectivités territoriales dans la promotion du développement socio-économique du pays;

- la participation et la responsabilisation des acteurs à la base dans l'identification des actions de développement, l'élaboration et la mise en œuvre des plans locaux de développement.

Dans un tel contexte de répartition des rôles, d'interaction et de synergie à créer pour une conduite harmonieuse pour la lutte contre la pauvreté et

-

-

#### *Au niveau communal*

L'émergence de la commune comme nouvelle entité à l'intérieur du département va impulser à celui-ci un essor particulier notamment à travers ~~par~~  
l'élaboration du Plan communal de développement (PCD), la mise en œuvre de grandes orientations de développement et des stratégies pour  
l'exécution des actions retenues.

-

Dans une telle perspective, il est important d'avoir en vue:

\_\_\_\_\_

- l'existence de plusieurs types d'acteurs et par conséquent d'intérêts et de besoins parfois divergents à satisfaire;

- la primauté de l'intérêt général dans l'action de la commune, même si elle doit créer les conditions les meilleures à l'expression des différents  
~~acteurs~~ acteurs surtout économiques. Le développement des activités de ces acteurs devrait en retour renforcer les capacités de la commune;

- ~~à faire face aux besoins d'intérêt général~~; la nécessité de la valorisation des potentialités naturelles, humaines, matérielles et financières et  
qui implique la mise en œuvre d'un processus participatif dont les enjeux sont multiples (renforcement de la démocratie, élaboration de plans de  
développement pertinents et mobilisateurs, renforcement des capacités de mobilisation financière, ....);

-

- le développement de relations de complémentarité entre les communes.

La création d'un environnement favorable à l'identification des actions pertinentes de développement local et à leur bonne exécution, va constituer  
un axe important de l'activité des organes délibérants des collectivités territoriales.

Il sera créé à ce niveau un Cadre de concertation communal (CCCo) comme espace d'échanges et de coordination des interventions entre la  
commune et les autres acteurs.

-

~~Le CCCT leur offre cette possibilité en disposant, outre le conseil municipal comme cadre de concertation et de décision des élus locaux, d'autres  
possibilités :~~

-

~~Le Conseil villageois de développement constitué à partir d'assemblées villageoises et qui va :~~

~~✓ servir à la concertation de tous les acteurs locaux autour des questions du développement à cette échelle ;~~

~~✓ participer aux activités des commissions mises en place au niveau communal.~~

-

~~Les commissions ad hoc qui peuvent être créées par le conseil municipal.~~

-

~~C'est donc dire que~~ Le CCCo aura pour missions de:

- offrir un cadre de dialogue et d'échanges entre les différents acteurs pour la conception, l'appropriation et la mise en œuvre du Plan communal de développement (PCD) ~~et des plans annuels d'investissement des CVD~~;
- servir de cadre d'information, de formation et de mobilisation des ressources humaines, techniques, matérielles et financières nécessaires à l'élaboration, à l'exécution et au suivi-évaluation du Plan communal de développement (PCD);
- créer les conditions pour l'harmonisation des approches d'intervention et pour faciliter la collecte, la diffusion des données et des expériences.

Afin ~~d'éviter de prendre en compte~~ les différents niveaux d'organisation et des ~~structures en présence~~ ~~contacts~~, le CCCo est structuré comme suit:

- un président;
- un vice président ;
- deux rapporteurs ;
- ~~des membres~~.

Le cadre peut faire appel à toute personne ressource dont la présence est jugée nécessaire pour ses compétences autour des questions à traiter.

La liste des principaux acteurs de l'animation de l'espace de la concertation communale sera précisée par un décret pris en conseil des ministres. Un arrêté pris au niveau local donnera une situation exhaustive des acteurs du cadre et leur fonction.

Le préfet est chargé ~~de~~ la diffusion et du suivi des conclusions ou orientations du cadre avec l'appui du maire.

Pour minimiser les charges de fonctionnement, les sessions de concertation seront organisées juste avant les sessions ordinaires du Conseil municipal à raison de trois rencontres par an. Les modalités de participation aux sessions ~~en tenant compte des réalités~~ seront définies de manière consensuelle dès la mise en place du cadre en tenant compte des réalités locales.

Au niveau du village, le conseil villageois de développement, ~~placé organisé sous la tutelle du Conseil municipal qui supervise sa mise en place~~, est l'~~animateur~~ ~~organe~~ de la concertation ~~au niveau du~~ village. Il donne son avis sur toutes les questions relatives aux actions de développement du village. Le CVD est le regroupement de l'ensemble des forces vives du village. Il est doté d'une instance qui est l'assemblée générale et d'un organe de direction qui est son bureau. Il identifie les besoins et participe à la ~~élaboration-conception, à la~~ ~~coordination et à la mise en œuvre et le suivi du plan de développement du village (plans annuels d'investissements)~~ en collaboration avec le ~~niveau communal~~ Conseil municipal.

Dans le respect du principe de subsidiarité, il représente le maître d'ouvrage et assure la gestion des investissements en rapport avec le ~~la commune rurale~~ Conseil municipal. En outre, il participe à l'arbitrage du Plan communal de développement.

*Au niveau provincial*

~~La province en tant que circonscription administrative assure province va jouer un rôle de premier plan dans la mise en œuvre du processus de décentralisation en cours. En effet, elle est un maillon important pour la définition et la mise en œuvre des politiques publiques de développement. Elle assure, d'une part la tutelle et le contrôle des communes rurales de son ressort territorial, et d'autre part l'appui conseil appui conseil à celles-ci à travers son dispositif administratif et technique.~~

Dans ~~un tel~~ contexte, elle devrait disposer de mécanismes transparents d'information, de concertation et de coordination avec non seulement les collectivités territoriales mais également avec les autres acteurs du développement intervenant dans la province.

Au niveau provincial la concertation sera organisée au sein d'un Cadre de concertation provincial (CCP) regroupant les représentants des structures déconcentrées de concertation (CPAT, commissions provinciales spécialisées) et des structures spécifiques de concertation.

Le Cadre de concertation provincial (CCP) aura pour principales missions:

- assurer la cohérence des plans communaux de développement avec les différents schémas d'aménagement;
- servir de cadre d'information, de formation et d'appréciation des possibilités de mobilisation des ressources techniques provinciales nécessaires à la mise en œuvre des Plans communaux de développement et des schémas d'aménagement du territoire;
- offrir la possibilité d'échanges d'expériences et d'harmonisation des approches;
- créer les conditions pour faciliter la collecte et la diffusion des données nécessaires à la prise de décision;
- offrir un cadre pour capitaliser et diffuser les bonnes pratiques de gestion des affaires locales.

~~Pour être efficace le CCP doit s'appuyer sur un document de référence synthétisant les grandes orientations et actions de développement issues des plans de développement communaux et les informations utiles aux collectivités et autres acteurs sur:~~

~~le rôle de la province dans la mise en œuvre des politiques de développement ;~~

~~les stratégies d'appui des services techniques aux collectivités territoriales ;~~

~~la nature des appuis et des subventions de l'Etat aux collectivités ;~~

~~etc.~~

~~Le schéma provincial d'aménagement du territoire, s'il est constitué et réalisé deviendra un support important de la concertation des acteurs autour de la cohérence générale des interventions avec les politiques publiques de développement.~~

Le Cadre de concertation provincial (CCP) sera structuré de la manière suivante:

- un président,
- un vice-président ;
- deux rapporteurs ;
- des membres.

En fonction des questions à traiter, le cadre de concertation pourra faire appel à toute personne dont la présence est jugée nécessaire.

~~En outre, la province pourra élaborer un document cadre d'orientation stratégique du développement provincial.~~

-

La liste des principaux acteurs de l'animation de l'espace de la concertation/coordination provinciale sera précisée par un décret pris en conseil des ministres. Un arrêté pris au niveau provincial donnera une situation exhaustive des acteurs du cadre et leur fonction.

Le suivi de la mise en œuvre des conclusions du cadre est assuré par le Haut-commissaire.

Compte tenu des difficultés de financement de la concertation à cette échelle, un contrat social devrait être élaboré pour définir les modalités de fonctionnement du cadre en clarifiant notamment les conditions de participation aux sessions et les contributions des différentes parties prenantes dont l'Etat.-

#### *Au niveau régional*

~~L'une des innovations les plus pertinentes du processus actuel de la décentralisation et de la déconcentration s'observe dans l'organisation du territoire avec l'institutionnalisation de la région et les compétences qui lui sont conférées tant au niveau déconcentré que décentralisé.~~

-

~~En effet, la création des en régions a permis:-~~

~~- d'uniformiser les le découpages des secteurs ministériels, offrant ainsi des possibilités de synergies et d'harmonisation plus pertinentes pour assurer un appui plus cohérent aux collectivités territoriales, et pour mieux influencer sur la lutte contre la pauvreté ;~~

~~- de superposer les régions circonscriptions administratives et celles collectivités territoriales.~~

~~Une telle innovation~~ Elle permet d'envisager une meilleure coordination de la gestion des compétences transférées ou partagées et de toutes les actions entreprises dans le cadre de la mise en œuvre par tous les acteurs des politiques de développement.

Les rapports entre l'Etat et les régions peuvent se traduire par l'élaboration et la mise en œuvre de contrats plans qui permettent de déterminer pendant une période déterminée donnée les actions que l'Etat et les régions s'engagent à mener conjointement et les ressources nécessaires à à leur mise en œuvre des politiques de développement. Ces contrats plans vont :

~~- constituer ainsi la référence pour tous les acteurs de développement au niveau régional, et ;~~

~~- servir de supports à la concertation et à la coordination des actions en vue de d'une meilleure répartition des allocations budgétaires.~~

La loi de programmation régionale pour le développement en cours d'élaboration devrait donner permettre plus de clarté sur les mécanismes.

-

~~Au regard de l'envergure de la région et de l'importance des questions susceptibles de nécessiter des concertations, il peut paraître difficile de n'envisager qu'un seul cadre de concertation constitué par le Conseil de Concertation Régional placé sous la présidence du gouverneur, pour les aborder de manière efficace.~~

-

La concertation au niveau régional est animée par le Cadre de concertation régional (CCR) auquel participent des représentants d'acteurs, des structures déconcentrées de concertation (CRAT, CRA, CRS), des structures décentralisées de concertation (AMBF au niveau régional) et des structures spécifiques de concertation mises en place par les ONG/associations, les projets/ programmes.

Le CCR a la responsabilité de: (i) dynamiser la concertation au niveau régional; (ii) promouvoir le partenariat et l'harmonisation des approches et des outils de développement ; (iii) contribuer en rapport avec le niveau national et décentralisé à assurer la cohérence des interventions et leur complémentarité; (iv) participer à la définition des priorités pour les investissements structurants en relation avec le niveau national et décentralisé (v) mettre en place un dispositif consensuel en matière de suivi-évaluation des effets et impacts des interventions sur le terrain.

Sur le plan organisationnel, le Cadre de concertation régional (CCR) sera structuré comme suit :

- un président;
- un vice-président;
- deux rapporteurs;
- des membres.

En fonction des questions à traiter, le cadre de concertation peut faire appel à toute personne dont la présence est jugée nécessaire.

Les cadres de concertation sectoriels ou thématiques seront présidés par les responsables techniques régionaux ou les conseillers du Gouverneur.

La liste des principaux acteurs de l'animation de l'espace de la concertation régionale sera précisée par un décret pris en conseil des ministres. Un arrêté pris au niveau régional donnera une situation exhaustive des acteurs du cadre et leur fonction.

Le suivi de la mise en œuvre des grandes orientations et conclusions du cadre est assuré par le Gouvernorat, le Conseil régional et l'AMBF régional.

#### Au~~Le~~ niveau national

L'Etat assure les fonctions:

- (i) d'orientations générales et de définition des priorités d'ensemble;
- (ii) de mise en place d'un cadre législatif et réglementaire approprié,
- (iii) de mobilisation des ressources financières;
- (iv) de suivi, d'évaluation et de contrôle des projets et programmes;
- (v) de coordination des interventions.

L'orientation et la supervision des projets et programmes demeurent sous la responsabilité des comités de gestion et des ministères de tutelle, et leur gestion est assurée par des coordonnateurs.

Pour assurer la coordination d'ensemble des interventions en matière de développement rural décentralisé, il est mis en place un Cadre national de concertation des partenaires du développement rural décentralisé (CNCPDR), qui sera le lieu de rencontre périodique entre l'Etat, les partenaires techniques et financiers, les communautés villageoises à travers leurs représentants, la société civile.

Le CNCPDR a pour mission de:

- (i) promouvoir une stratégie globale de mise en œuvre du développement rural décentralisé;
- (ii) assurer le pilotage des études à réaliser et la mise en place des instruments de référence, en particulier les études et analyses destinées à

lever les contraintes communes aux intervenants;

- (iii) alimenter la réflexion pour aborder les thèmes récurrents qui conditionnent la réussite du développement rural : fonds de développement et mécanisme de gestion de ces fonds, maîtrise d'ouvrage locale, question foncière;
- (iv) impulser les réformes et mettre en perspective les actions à mener en fonction des réformes attendues (décentralisation par exemple);
- (v) mettre en œuvre une stratégie de communication;
- (vi) assurer la capitalisation des expériences menées sur le terrain pour aboutir à une ligne de conduite commune;
- (vii) informer les membres de l'état d'avancement des programmes et projets menés;
- (viii) mettre en place d'un système harmonisé de suivi et d'évaluation avec des indicateurs communs de performance et de mesure d'impacts des projets et programmes, aux fins de faire des propositions de décisions aux autorités compétentes.

Le CNCPDR est doté d'un ~~S~~secrétariat permanent- avec un personnel réduit, qui devra disposer des ressources financières pour ~~faire~~ mener les études et travaux nécessaires pour éclairer les débats et les décisions.

La création, la composition, les attributions et le fonctionnement du CNCPDR sont précisés par décret pris en Conseil des ministres ; toutefois, la composition du cadre ~~est (Voir en annexe)~~ tient compte des changements induits par la communalisation intégrale du pays.

-

## Le financement

Le succès de la Politique de développement- rural décentralisé reposera non seulement sur une bonne articulation des échelons d'intervention des différents acteurs et la qualité de la concertation entre eux, mais également sur la conception et la mise en œuvre de mécanismes adéquats de financement des collectivités territoriales, de leurs organisations d'appui à la promotion du développement local et des autres acteurs.

Dans la situation actuelle des collectivités territoriales et de leurs ambitions (capacités techniques, matérielles et financières, lutte efficace contre la pauvreté, ~~etc.,...~~), la conception d'un instrument de financement cohérent constitue un impératif. C'est pourquoi, le Gouvernement, dans le cadre de sa mission d'assistance aux collectivités territoriales, a entrepris, avec l'appui de ses Partenaires Techniques et Financiers, la conception d'un instrument spécifique de financement prévu par le Code générale des collectivités territoriales, le Fonds permanent pour le développement des collectivités territoriales (FPDCT).

-

-

-

Cet instrument qui doit se construire et se développer progressivement pour devenir un outil propre et pérenne du financement du développement, est bâti à partir de la mise en place d'un fonds d'appui fonctionnant sur les principes:

- de participation et de responsabilisation des acteurs dans sa constitution, son fonctionnement et sa gestion;
- de flexibilité pour englober les différentes contributions, ~~prendre en compte les préférences sectorielles ou géographiques des partenaires techniques et financiers, les spécificités des collectivités territoriales et les investissements éligibles.~~

Dans un contexte où la maîtrise d'ouvrage du développement est assurée par les collectivités territoriales, celles-ci doivent se l'approprier à travers la maîtrise de ses procédures et mécanismes de décision, de choix de financement et de gestion des subventions pour le cofinancement.

Le Fonds aura pour principal objectif d'apporter son appui au financement de plusieurs catégories d'activités- ou de projets retenus dans les Plans



La démarche itérative adoptée pour la conception de cet instrument devrait permettre à terme:

- la prise en compte des besoins en financement des collectivités territoriales et des différents acteurs;
- la disponibilité d'une base commune à l'Etat et aux différents partenaires techniques et financiers pour le financement du développement dans la vision de la Déclaration de Paris.

Les efforts du Fonds seront complétés par les autres mécanismes d'appui financier aux initiatives productives dans la Collectivité territoriale.

## 4.3 — Le sSuivi-évaluation [UB6]

Le suivi-évaluation constitue une composante essentielle de la mise en œuvre de la Lettre de politique de développement rural décentralisé et sera effectué de façon continue, concertée et participative, impliquant tous les acteurs concernés (administration publique, collectivités territoriales, partenaires techniques et financiers, société civile, etc.). Le système de suivi-évaluation a pour but de contribuer à:

- suivre et apprécier les avancées et les performances de la mise en œuvre de la politique de développement rural décentralisé en vue d'assurer les réajustements de manière rapide face aux obstacles et difficultés rencontrées;

- capitaliser et valoriser les bonnes pratiques de mise en œuvre du développement rural décentralisé;

- assurer la mise en œuvre cohérente de la politique de développement rural décentralisé ~~et le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté, le processus de décentralisation et les autres politiques sectorielles;~~

- animer la recherche et la réflexion prospectives à partir des résultats et des observations des données du suivi-évaluation;

- proposer des mesures d'actualisation, de correction ou de réorientation, afin que les stratégies de mise en œuvre de la politique conservent leur pertinence.

- 
- 

Pour ce faire, les domaines du suivi-évaluation sont identifiés à partir des principes et des dispositions de mise en œuvre de la politique de développement rural décentralisé. Dans ce sens, des indicateurs de performances, d'effets et d'impacts sont à établir en matière:

- d'espaces de concertation (existence, composition, fonctionnement, acquis, impacts,...);
- d'approches d'intervention et mécanismes de financement;
- de performances socio-économiques (revenu, pauvreté et conditions de vie des ménages ruraux);

- de gestion environnementale (préservation et restauration des ressources naturelles);
- d'institutions locales (existence, fonctionnement, acquis, etc.).

Pour permettre l'analyse des évolutions, des situations de référence seront établies dans les différents domaines. Outre la mesure des impacts, le suivi des effets intermédiaires sera assuré. Il s'agira ~~de capturer-mesurer~~ et d'apprécier les effets à mi-parcours entre les résultats attendus et les impacts.

Le dispositif de suivi-évaluation sera organisé de manière à assurer la collecte, le traitement, l'analyse des données, la production des rapports d'analyse, la valorisation des résultats et la diffusion. Il sera alimenté par les données du dispositif du suivi de la décentralisation et des projets et programmes.

Le Secrétariat permanent du CNCPDR assure la réalisation du suivi-évaluation des impacts en étroite collaboration avec les autres acteurs impliqués au niveau opérationnel ~~indépendamment~~ des systèmes de suivi évaluation mis en place par ceux-ci.

- 
- I. \_\_\_\_\_
- I. \_\_\_\_\_
- I. \_\_\_\_\_
- I. \_\_\_\_\_

#### IV. LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

##### 5.1- 5.1-1 Compétences à mettre en oeuvre

##### **1-5.1.1-La mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités**

- 
- 

Les collectivités territoriales se sont dotées de leurs organes délibérants avec les élections du 23 avril 2006. ~~Au total ce sont 18 000 conseillers municipaux environ qui ont été élus pour participer à la gestion des affaires locales au niveau de ces collectivités (régions et communes).~~ D'une manière générale, on note le faible ~~le~~ niveau de capacités ~~des capacités~~ des élus locaux ~~nécessaires~~ à exercer les compétences transférées à ces entités ~~une gestion cohérente de ces entités, est très faible.~~ Dans ces conditions, ~~En outre, le transfert des compétences, le développement incontournable d'une fonction publique territoriale- et l'implication nécessaire des autres acteurs au processus, -vont nécessiter des activités de renforcement de capacités.~~

- 

La mise en œuvre de la politique de formation élaborée par le Gouvernement ~~vadera~~ se faire dans une synergie des actions des différents ~~démembrements~~ afin d'assurer une diffusion cohérente de l'information et de disposer alors de bases harmonisées pour accompagner les collectivités territoriales.

-

## **1. 5.1.2–La déconcentration**

~~L'organisation administrative mise en place dans le cadre du processus de décentralisation, vise à permettre à l'Etat d'assurer ses missions missions régaliennes et d'accompagner efficacement les collectivités territoriales. de service public de manière exclusive ou en complémentarité avec les autres acteurs (collectivités territoriales, ONG, Associations et secteur privé).~~

~~Dans ce cadre~~~~ontexte~~, l'Etat est particulièrement chargé de:

- ~~\_\_\_\_\_~~ définir les politiques et stratégies nationales de développement;
- ~~\_\_\_\_\_~~ réglementer la vie socio-économique;
- ~~\_\_\_\_\_~~ définir et assurer le contrôle et la surveillance des normes;
- ~~\_\_\_\_\_~~ assurer l'organisation et la réalisation des grandes infrastructures sociales et économiques.

~~Il a un devoir d'assistance vis à vis des collectivités territoriales, surtout quand on considère le niveau de capacités actuelles de celles-ci. Dans une telle perspective et Au regard de la situation de dénuement des services déconcentrés, il est nécessaire et urgent de les doter en moyens humains, matériels et financiers. Outre, les dispositions de la Réforme gGlobale de l'administration publique Fonction Publique et de la mise en place d'une fonction publique des collectivités territoriales, le renforcement des services déconcentrés doit s'appuyer sur la définition des normes de fonctionnement efficient et efficace pour assurer un appui conséquent aux collectivités territoriales dans l'exercice des compétences transférées.~~

## **5.1. 5.1.3–Le transfert effectif des compétences et des ressources**

~~Le transfert des compétences et des moyens est l'un des principe qui est essentiel dans la mise en œuvre de la décentralisation connaîtra une application effective progressive pour assurer aux collectivités territoriales un développement durable. s fondateurs du processus de décentralisation. Affirmé dans les textes, il connaît un début de mise en œuvre, le transfert progressif ayant été l'option retenue. Malgré sa complexité et ses implications tant pour l'Etat que pour les Collectivités territoriales, sa mise en œuvre effective conformément aux délais prévus dans le CGCT, est un gage de la viabilité de tout le processus de décentralisation en général et du développement local en particulier.~~

## **5.2–Sécurisation foncière et aménagement du territoire**

~~L'initiative prise par le Gouvernement de se doter de cette politique de sécurisation sera poursuivie et accélérée pour permettre de disposer en~~

## **2.2—Le<sup>2</sup>élaboration des schémas d'aménagement du territoire**

L'élaboration des instruments de gestion cohérente et harmonieuse ~~du développement~~ du territoire devient dans le contexte de la communalisation intégrale, un impératif à réaliser dans des délais raisonnables, afin d'assurer le développement équilibré des différentes collectivités territoriales et pour consolider l'unité nationale.

Le processus d'élaboration de ces instruments est en cours.

Toutes les dispositions seront prises pour assurer, au delà de la réalisation en cours du schéma national d'aménagement du territoire, celles des autres échelles (régionale et provinciale).

## **La conception et la mise en œuvre de la politique de sécurisation foncière**

La politique de développement rural décentralisé est complémentaire des politiques sectorielles ou thématiques dont elle précise les principes, la cohérence institutionnelle nécessaire, pour des impacts plus importants dans la lutte contre la pauvreté.

Dans le contexte de communalisation intégrale du pays et particulièrement avec les communes rurales, le développement rural est considéré comme la base principale de la promotion socio-économique durable de celles-ci. Ce faisant, la question foncière sera au centre de la problématique de développement communal, la très large majorité des citoyens de ces entités tirant l'essentiel de leurs revenus de activités liées au foncier. En effet, l'agriculture et l'élevage, mais aussi la foresterie, la chasse et la pêche constituent des activités à fort potentiel économique pour les populations en milieu rural et dont la réalisation nécessite la mobilisation effective des ressources qui leur sont liées.

La valorisation de ces potentialités rurales impose des réponses adéquates et durables au problème de la sécurisation foncière des acteurs ruraux. Une ébauche de ces réponses est faite dans le document provisoire de politique de sécurisation foncière en milieu rural qui se fixe les objectifs suivants :-

garantir le droit d'accès légitime à l'ensemble des acteurs ruraux ;

contribuer à l'amélioration, la prévention et le règlement des conflits;

contribuer à créer les bases de la viabilité et du développement des collectivités territoriales;

accroître l'efficacité des services de l'Etat dans l'offre d'un service public adapté et effectif;

promouvoir la participation effective des acteurs à la base et de la société civile à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de la politique de sécurisation foncière

L'initiative prise par le Gouvernement de se doter de cette politique de sécurisation sera poursuivie et accélérée pour permettre disposer en 2009 au plus tard, d'une nouvelle loi sur le foncier et ses textes d'application ainsi qu'un plan d'action de sa mise en œuvre.

## ~~5.2~~ ~~Le transfert effectif des~~ compétences et des moyens

~~Le transfert des compétences et des moyens est l'un des principes fondateurs du processus de décentralisation. Affirmé dans les textes, il connaît un début de mise en œuvre, le transfert progressif ayant été l'option retenue. Malgré sa complexité et ses implications tant pour l'Etat que pour les Collectivités territoriales, sa mise en œuvre effective conformément aux délais prévus dans le CGCT, est un gage de la viabilité de tout le processus de décentralisation en général et du développement local en particulier.~~

## ~~5.3~~ ~~La déconcentration~~

~~L'organisation administrative mise en place dans le cadre du processus de décentralisation, vise à permettre à l'Etat d'assurer ses missions de service public de manière exclusive ou en complémentarité avec les autres acteurs (collectivités territoriales, ONG, Associations et secteur privé).~~

~~Dans ce contexte, l'Etat est particulièrement chargé de :~~

~~■ définir les politiques et stratégies nationales de développement ;~~

~~■ réglementer la vie socio-économique ;~~

~~■ définir et assurer le contrôle et la surveillance des normes ;~~

~~■ assurer l'organisation et la réalisation des grandes infrastructures sociales et économiques.~~

~~Il a un devoir d'assistance vis-à-vis des collectivités territoriales, surtout quand on considère le niveau de capacités actuelles de celles-ci. Dans une telle perspective et au regard de la situation de dénuement des services déconcentrés, il est nécessaire et urgent de les doter en moyens humains, matériels et financiers. Outre les dispositions de la Réforme Générale de la Fonction Publique, de la mise en place d'une fonction publique des collectivités, la renforcement des services déconcentrés doit s'appuyer sur la définition des normes de fonctionnement efficient et efficace pour assurer un appui conséquent aux collectivités territoriales dans l'exercice des compétences transférées.~~

## ~~5.4~~ ~~L'élaboration des schémas d'aménagement~~

~~L'élaboration des instruments de gestion cohérente et harmonieuse du territoire devient dans le contexte de la communalisation intégrale, un impératif à réaliser dans des délais raisonnables, afin d'assurer le développement équilibré des différentes collectivités territoriales et pour consolider l'unité nationale.~~

~~Toutes les dispositions seront prises pour assurer, au delà de la réalisation en cours du schéma national d'aménagement du territoire, celle des autres échelles (régional et provincial).~~

## ~~La 3<sup>e</sup> partie~~ *Protection juridique et socio-économique de la femme*

• Protection juridique et Sociale

-

Par ailleurs, dans la Politique Nationale de Promotion de la Femme, la protection juridique et sociale sous-entend l'amélioration du statut social et juridique de la femme. L'atteinte de cet objectif sera effective à travers les actions suivantes:

-

• la réduction des pratiques socioculturelles reconnues avilissantes pour les femmes et la valorisation des conceptions culturelles et pratiques traditionnelles favorables à l'épanouissement de la femme par une sensibilisation appropriée et permanente auprès des populations rurales et urbaines;

-

• la vulgarisation et l'intégration de l'approche genre à tous les niveaux par la formation/sensibilisation aux questions de genre notamment au niveau des communautés de base;

-

- la promotion et l'application des droits fondamentaux de la femme et de la jeune fille par la traduction et vulgarisation des textes favorables à la promotion de la femme entre autres;

- et la ratification d'instruments juridiques tels que le protocole facultatif de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et le protocole facultatif relatif à la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

-

• Protection économique socio-économique

-

Il s'agira de contribuer à réduire la pauvreté des femmes.

Les politiques économiques ayant des impacts différenciés selon le genre, il est nécessaire pour ce faire, de formuler des politiques et programmes fondés sur l'équité, afin de:

-

- réduire les pratiques socio-culturelles reconnues avilissantes pour les femmes;

-

- valoriser les conceptions culturelles et les pratiques favorables à l'épanouissement de la femme;

-

- vulgariser et intégrer l'approche genre particulièrement au niveau des communautés de base;

-

- évaluer leur impact sur la pauvreté, sur l'inégalité, en particulier entre les sexes, ainsi que sur le bien-être et les conditions de vie des familles et les adapter au besoin.

-

Pour cela, il convient également:

-

- d'adopter des mesures destinées à favoriser l'insertion des femmes pauvres dans les emplois productifs ;

-

- de prendre en compte l'approche genre dans l'élaboration des projets et programmes de développement;

-

- de créer des conditions favorables à l'émergence d'un entrepreneuriat féminin;

~~d'améliorer l'accès des femmes aux Technologies agroalimentaires, car les programmes de recherche notamment agricoles, sont souvent orientés vers les grands centres d'intérêt (cultures de rente surtout) qui n'intègrent pas des spéculations qui apportent des revenus aux femmes.~~

~~Ensuite, il s'avère indispensable:~~

~~d'accroître leur accès aux moyens de production (technologies adaptées et peu coûteuses, intrants, foncier en terme de terres aménagées et non aménagées, équipement, crédits).~~

~~Ce dernier objectif intermédiaire sera poursuivi à travers l'octroi de technologies aux groupements et associations féminins dans le cadre de l'initiative PPTF et à travers le Projet National de Karité (PNK).~~

~~d'améliorer l'accès des femmes aux marchés, cela se fera entre autres par la promotion de petites unités de transformation et l'appui à la recherche de débouchés pour les filières qu'elles exploitent notamment par le PNK.~~

~~Toujours dans le cadre de la protection économique des femmes, le gouvernement poursuivra la construction et l'équipement des maisons de la femme qui sont des cadres appropriés de rencontre, d'échanges et d'apprentissage pour les femmes, surtout en milieu rural.~~

~~Enfin, il sera initié des séances de sensibilisation à l'endroit des groupements et associations féminins pour l'amélioration et la participation de la femme à la gestion des ressources naturelles, de l'environnement et du cadre de vie.~~

## ~~5.5 La mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités~~

~~Les collectivités territoriales se sont dotées de leurs organes délibérants avec les élections du 23 Avril 2006. Au total ce sont 18 000 conseillers municipaux environ qui ont été élus pour participer à la gestion des affaires locales au niveau de ces collectivités (région et communes). D'une manière générale, le niveau des capacités des élus locaux nécessaires à une gestion cohérente de ces entités, est très faible.~~

~~En outre, le transfert des compétences, le développement incontournable d'une fonction publique territoriale et l'implication nécessaire des autres acteurs au processus, vont nécessiter des activités de renforcement de capacités.~~

~~La mise en œuvre de la politique de formation élaborée par le gouvernement devra se faire dans une synergie des actions des différents démentements afin d'assurer une diffusion cohérente de l'information et des éléments de contenu et de disposer alors de bases harmonisées pour accompagner les collectivités territoriales.~~

## **4.6 La mise en place de Mécanismes de suivi de la mise en œuvre des engagements sur le plan international**

Le Burkina Faso, s'est engagé sur le plan international, à travers la signature des déclarations ou de conventions, dans une dynamique de définition d'objectifs, de mise en œuvre et d'évaluation des résultats dans plusieurs domaines. Les engagements en rapport avec l'amélioration de l'aide au développement, les objectifs du millénaire et le NEPAD sont complémentaires des principes et objectifs poursuivis par les politiques et stratégies élaborées au niveau national.

La mise en place de **Les** mécanismes nationaux de suivi de la mise en œuvre de ces engagements **visent** ~~devrait aider~~ à mieux réajuster les pratiques locales des partenaires **au** développement et à assurer une meilleure harmonisation de l'aide et des procédures.

:

---

[1] Monterrey en 2002, Rome en 2003, Marrakech en 2004 et Paris en 2005.

[2] Programme de partenariat du millénaire pour le rétablissement de l'Afrique (MAP) et le Plan Omega.

---

[k1]

[UB2] IL FAUT HARMONISER LE TERME PAUVRETE AFIN QU'ON SACHE DE QUOI ON PARLE

[UB3] Rien n'est dit dans ce paragraphe sur la politique foncière qui est très importante dans le cadre de la gestion des ressources naturelles du pays.

Qu'en est-il aussi de la question Genre et des Jeunes en milieu rural ???

[k4]

[UB5] Il y a un élément à préciser dans cette partie c'est celui concernant les relations fonctionnelles entre les différentes échelles de décisions. Qui rend compte à qui et de quoi ???

[UB6] Pour suivre et évaluer il faut un plan de développement avec des résultats attendus et une obligation de rendre compte à toutes les échelles de responsabilité.

Cette partie mérite d'être enrichie par une définition claire des tâches de chaque niveau ainsi que ce qu'il doit suivre et rendre compte !!!!!